



► Initiatives publiques en faveur de l'emploi et crise du COVID-19

Février 2022

► Un résumé des programmes publics d'emplois, de relance des infrastructures et des études de cas de programmes de travaux publics¹

► Introduction	2
► Méthodologie	4
► Les cas	10
Afrique du Sud / Presidential Employment Stimulus (Programme présidentiel en faveur de l'emploi)	10
Argentine/ Potenciar Trabajo (Développer le travail)	14
Autriche / L'expérience de la garantie de l'emploi	17
France/ France Relance	20
France / Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée (TZCLD)	24
Kazakhstan / Feuille de route pour l'emploi 2020–2021	28
Kenya/ National Hygiene Program (Programme national pour l'hygiène)	30
Mexique / Sembrando vida (Semer la vie)	34
Nigéria / Economic Sustainability Plan (Plan de relance économique durable)	38
Nigéria / Special Public Works Program (Programme spécial de travaux publics)	42
Nouvelle Zélande/ Jobs for Nature (Des emplois pour la nature)	45
Pakistan/ Projet de reforestation: Tsunami de 10 milliards d'arbres	49
Papouasie Nouvelle Guinée / Urban Youth Employment Project II (Projet II pour l'emploi des jeunes urbains)	53

¹ Compilé par Nikos Avgeris (indépendant) et Maikel Lieuw-Kie-Song (OIT) ; les cas individuels ont été élaborés par Nikos Avgeris et Dylan Barry (indépendant).

► Introduction

Le début de la pandémie de COVID-19 a eu des conséquences cataclysmiques sur le monde du travail. Au fur et à mesure que la crise sanitaire s'étendait à de nouveaux pays, les gouvernements ont adopté des mesures pour réduire les risques sanitaires pour leurs populations et éviter l'effondrement de leurs systèmes de santé en raison du grand nombre d'hospitalisations. Cela a eu un impact sans précédent sur le monde du travail. L'OIT estime qu'il y a eu depuis le début de la pandémie une perte totale de 8,8% du nombre total d'heures de travail dans le monde (l'équivalent de 255 millions d'emplois à plein temps)², soit un impact quatre fois plus important que celui induit par la crise financière de 2008-2009.

Les conséquences de la pandémie n'ont toutefois pas été identiques dans les différents pays, pour les travailleurs et les groupes démographiques. Dans les pays qui disposaient d'une marge de manœuvre budgétaire insuffisante, de systèmes de protection sociale faibles et d'un grand nombre de travailleurs informels, les gouvernements ont eu des difficultés à apporter une réponse qui corresponde à l'ampleur des pertes d'emplois. On prévoit que les pays à faible revenu soient confrontés à des conséquences beaucoup plus graves et à une reprise plus difficile que dans les pays à revenu élevé³. La crise compromet également les progrès en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, et les jeunes sont encore plus souvent confrontés au risque d'être exclus du marché du travail et d'avoir plus de difficultés à y entrer. Les travailleurs informels sont confrontés à des défis spécifiques à cause de la crise, et on estime qu'en moyenne, ils ont trois fois plus de probabilités de perdre leur emploi que les travailleurs formels en raison du COVID-19⁴. En outre, de plus en plus de personnes sont confrontées à l'augmentation du chômage et du sous-emploi, à une baisse de leurs revenus pour les travailleurs informels et à une augmentation de la pauvreté et des pressions sur les moyens de subsistance qui leur restent.

Pour tenter de protéger les moyens d'existence des gens et de réduire les fermetures d'entreprises, les gouvernements dans le monde ont instauré un vaste éventail de mesures ad hoc, comme l'élargissement de la protection sociale, les programmes de maintien dans l'emploi, des congés, des aides financières pour les entreprises dont les recettes chutaient fortement. Certes, chaque pays a eu recours à différents paquets de mesures, mais il est clair que durant la pandémie, la plupart de ces efforts visaient à apporter une assistance financière aux travailleurs. Ces mesures sont présentées et examinées plus en détail dans la base de données du BIT sur la protec-

tion sociale⁵, qui comprend plus de 1 600 initiatives dans 29 pays. Toutefois, comme la pandémie commence doucement à être sous contrôle grâce à la vaccination, on s'attend à ce que l'économie mondiale commence un processus de reprise en éliminant graduellement les mesures de confinement qui ont un impact sévère sur l'activité économique. Il est également prévisible que le processus de reprise de l'économie et du marché du travail sera inégal dans le monde et très probablement insuffisant pour combler les écarts instaurés par la crise.

De plus, on s'attend à ce que la récupération des heures de travail perdues durant la crise se fasse essentiellement par le retour des travailleurs mis en congé et non pas par la création de nouveaux emplois. Et d'après les prévisions, il est peu probable que la croissance de l'emploi compense le déficit d'emplois induit par la crise à court et à moyen terme⁶.

Tout ce qui précède montre clairement que les bouleversements sans précédents du paysage de l'emploi provoqués par la pandémie nécessitent des réponses politiques qui ne se cantonnent pas aux domaines de la protection sociale ni au soutien aux entreprises, mais qu'il faut des mesures multidimensionnelles intégrées comprenant de l'emploi public et des programmes actifs du marché du travail.

On a eu recours à ces stratégies à travers l'histoire pour répondre aux crises et aux chocs économiques en tant que mesures d'urgence à court terme et de stratégies à moyen ou long terme. Une relance des infrastructures, des programmes de travaux publics, et des programmes publics d'emploi peuvent également jouer un rôle essentiel pour avancer vers les objectifs de développement durable, notamment dans les pays qui disposent de ressources économiques, d'infrastructures et de perspectives limitées, et qui sont confrontés à des pressions pour trouver des réponses politiques et des investissements pouvant contribuer simultanément à une multiplicité d'objectifs. La crise du COVID-19 devenant prégnante, on commence à recourir de plus en plus à ces programmes pour qu'ils jouent un rôle important afin d'avancer vers une reprise équitable. La construction d'infrastructures, d'actifs et de services qui favorisent le développement socio-économique, répondent aux défis posés par le changement climatique et contribuent aux moyens d'existence de groupes vulnérables, représente une approche centrée sur l'humain qui améliore la cohésion sociale tout en représentant une opportunité historique de «reconstruire en mieux» dans le monde de l'après-COVID-19.

² Source: Observatoire de l'OIT: Le COVID-19 et le monde du travail, 7^{ème} édition

³ Source: Emploi et questions sociales dans le monde: 2021

⁴ Source: Observatoire de l'OIT: Le COVID-19 et le monde du travail, 7^{ème} édition

⁵ <https://www.social-protection.org/gimi/ShowWiki.action?lang=FR&id=3417>.

⁶ Source: OIT: Emploi et questions sociales dans le monde, 2021.

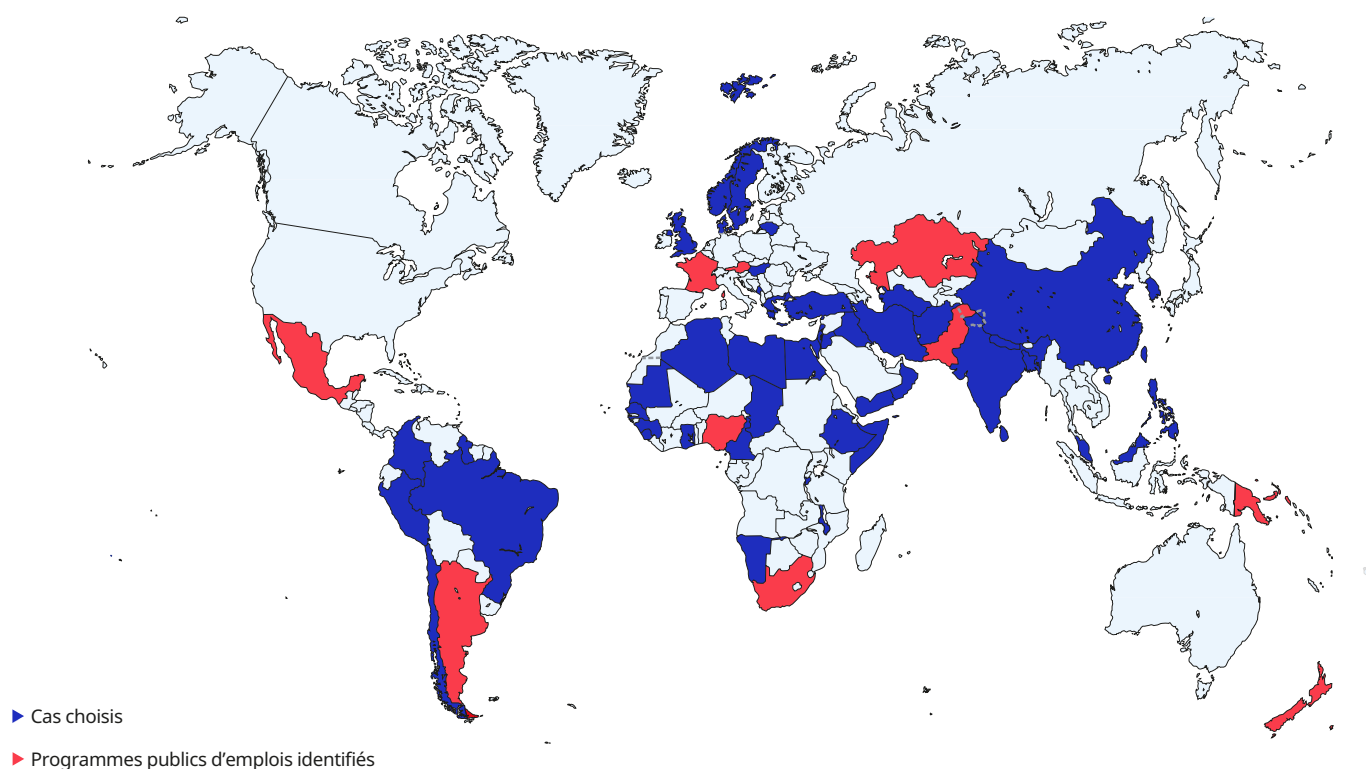
Fin 2020, l'OIT s'est efforcée de recueillir des données mondiales sur les programmes publics à haute intensité de main d'œuvre. La première étape n'a pas consisté à réaliser un inventaire exhaustif global, mais plutôt à identifier, dans un premier temps, les pays qui avaient des politiques pertinentes, en ciblant un certain nombre de cas pour les documenter grâce à des mini-études de cas, afin d'en identifier les adaptations, le potentiel ou les innovations spécifiques, afin de faciliter le processus de partage des informations.

Ce document rassemble et présente les résultats de cet exercice initial. Il décrit treize expériences internationales novatrices de programmes publics d'emploi ou de programmes de relance mis en place par des gouvernements dans le monde. L'objectif était de se concentrer sur des programmes qui avaient été mis en place ou élargis en réponse à la pandémie de COVID-19, mais certains programmes particulièrement novateurs qui permettaient de tirer des enseignements ou pouvaient être déployés sur une plus grande échelle ont également été sélectionnés. Les critères et le processus de sélection de ces programmes est présenté ci-dessous.

► Méthodologie

Les cas qui sont présentés dans cette compilation ont été préparés grâce à des méthodes de recherche documentaire. Plus précisément, une recherche en ligne a été réalisée durant le premier trimestre 2021 pour identifier les grandes mesures de politiques publiques d'emploi dans tous les pays. Le début de la recherche, et c'est un point important, a commencé par l'étude de plusieurs bases de données documentant les interventions publiques (au-delà des simples programmes d'emploi public) en réponse à la crise provoquée par la pandémie de COVID-19. Parmi celles-ci figuraient la base de données de la Banque mondiale: Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A real time Review of Country Measures (*Protection sociale et réponses au COVID-19 en matière d'emploi: un examen en temps réel des mesures par pays*); celle du FMI: Policy

Responses to COVID-19 tracker (*la base de données sur les réponses politiques au COVID-19*)⁷, celle du KPMG: Government Stimulus Tracker (*base de données sur les politiques publiques de relance*)⁸, la base de données de la CEPALC: Non-contributory Social Protection Programmes Database (*base de données des programmes non contributifs de protection sociale*)⁹, et d'autres bases de données moins formelles et moins complètes comme Response2covid19¹⁰. Les pays qui avaient augmenté le nombre d'initiatives, de fonds ou d'innovations en faveur de la création publique directe d'emplois ont ainsi pu être identifiés. Au total, sur l'ensemble des pays qui ont fait l'objet d'une recherche, 73 ont été considérés comme répondant aux critères énoncés ci-dessus (ils sont indiqués en bleu sur la carte qui suit).



⁷ <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>.

⁸ <https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/government-response-global-landscape.html>.

⁹ <https://dds.cepal.org/bpsnc/home>.

¹⁰ <https://response2covid19.org>.

L'étape suivante a consisté à examiner de plus près ces pays et notamment les programmes publics d'emploi qui avaient été identifiés, afin de cibler les plus pertinents/réussis; un autre facteur important a aussi été la quantité d'informations disponibles en ligne sur ces programmes. Ce processus a abouti à l'identification de 26 initiatives dans 23 pays.

Ce processus complet de sélection décrit ci-dessus, se fondait sur plusieurs principes que l'on peut grossièrement regrouper selon les thèmes suivants:

1. Les programmes à haute intensité de main d'œuvre
2. De nouveaux programmes qui n'avaient encore ni été examinés de façon approfondie ni décrits de façon extensive dans la littérature.
3. Les programmes qui avaient soit été mis en œuvre en raison de la crise du COVID-19 ou au moins élargis durant la crise en raison de leur impact positif perçu.
4. Les programmes spécifiquement destinés à améliorer la situation vis-à-vis des objectifs de développement durable (par exemple, en faveur des jeunes, des personnes marginalisées, de l'égalité entre les hommes et les femmes, de l'emploi formel, etc.)
5. Les programmes destinés à/conçus pour avoir des effets positifs sur le changement climatique

De nouvelles discussions fondées sur ces principes ont abouti à la sélection finale de 13 cas. Cette dernière étape comportait un examen plus approfondi de la documentation disponible sur les programmes, leurs évaluations, la couverture médiatique et dans certains cas, des entretiens ou des consultations avec les fonctionnaires ou les parties prenantes locaux. Les cas ont été diffusés auprès du personnel de l'OIT faisant partie des équipes d'appui technique au travail décent ou des bureaux de pays pour recevoir leurs commentaires et leurs retours¹¹. Les cas sont présentés de façon normalisée, en précisant le contexte qui nécessitait ces interventions, avec une description générale de la mise en œuvre du processus et des caractéristiques des emplois, ainsi que l'examen de leur impact jusqu'à présent. Comme de nombreux programmes en étaient à la phase de démarrage, et que certaines informations se fondaient encore sur les annonces des gouvernements, les chiffres doivent être traités avec précaution et un suivi sera nécessaire pour confirmer si toutes ces interventions ont bien été mises en œuvre de la façon qui avait été annoncée ou prévue.

Il est également important d'observer que les cas qui ont finalement été choisis à titre d'illustration ont été sélectionnés de façon à couvrir un grand nombre de régions dans le monde et à comprendre des cas pertinents pour les pays à faible

revenu et pour les pays à revenu élevé. Enfin, nous espérons qu'avec l'inclusion de programmes à grande échelle d'emplois à haute intensité de main d'œuvre dans l'ensemble de l'économie et de plus petites interventions, y compris deux projets expérimentaux de garantie de l'emploi, nous illustrons des innovations dans le domaine des programmes de création d'emplois qui couvrent virtuellement l'ensemble de la palette des contextes économiques.

Nos résultats, qui ne sont en aucun cas exhaustifs, indiquent que dans le monde, les pays ont montré un intérêt initial accru pour le recours à des programmes publics de création d'emplois afin de lutter contre les conséquences de la pandémie de COVID-19. Un grand nombre de ces programmes étaient déjà en place avant la pandémie, mais ils ont pu se poursuivre (avec des adaptations), parfois même durant les mesures de confinement, ce qui a fourni une aide significative aux membres les plus vulnérables de la communauté.

La palette de ces initiatives va des investissements dans l'infrastructure et la production industrielle de l'ensemble de l'économie à de petits programmes spécialisés destinés à combattre des problèmes spécifiques. Les thèmes les plus fréquents portent sur le développement des infrastructures et la restauration de l'environnement, alors que d'autres programmes sont destinés à soutenir le secteur des soins à la personne. Certains programmes sont mis en œuvre par les gouvernements alors que d'autres comportent une implication importante des organisations internationales, du secteur privé et des organisations locales. Les pays qui ont peu de marge budgétaire sont la plupart du temps plus dépendants de l'assistance financière internationale pour mettre en œuvre ces programmes, mais nous avons également trouvé des exemples significatifs de pays en développement qui cherchent des moyens de financement alternatifs innovants comme des échanges de créances contre des programmes de protection de la nature.

Sur les 13 cas finalement sélectionnés, cinq comprennent des programmes ciblés vers les jeunes, sept ont des objectifs environnementaux forts, deux sont des programmes expérimentaux de garantie de l'emploi destinés à éliminer le chômage de longue durée, six ciblent l'assistance aux communautés rurales et trois mettent la priorité sur la participation des femmes.

Ce recueil ne prétend pas constituer une liste exhaustive de ces programmes, ni d'avoir «objectivement» identifié les meilleurs programmes. L'approche visait plutôt à identifier et à mettre en valeur certains exemples de programmes publics d'emploi innovants et le rôle important joué par ces mesures politiques dans les réponses destinées à atténuer les conséquences de la pandémie de COVID-19 et à relancer l'économie.

¹¹ La Colombie avait initialement été sélectionnée avec un programme mais après avoir consulté le bureau de pays de l'OIT, il a été décidé de ne pas l'inclure, car certains doutes avaient été soulevés sur la portée réelle de cette initiative.

► Initiatives publiques en faveur de l'emploi et crise du COVID-19

Un résumé des programmes publics d'emplois, de relance des infrastructures et des études de cas de programmes de travaux publics

Pays	Nom du programme	Type de programme	Principales caractéristiques	Nombre de placements créés ou prévus	Groupe cible	Autorités de contrôle	Financement	Durée	Objectifs
1 Afrique du Sud	Presidential Employment Stimulus (Programme présidentiel en faveur de l'emploi)	Programme public d'emploi, Relance anti-Covid 19, Relance verte	► Création d'emplois ► Création de voies vers la professionnalisation	700 000 (3,1% de la main d'œuvre)	Les personnes affectées par le Covid-19, les chômeurs, les jeunes et personnes à risque ou déjà dans la pauvreté	Bureau de gestion du projet de la présidence Ministères de: l'éducation de base, du développement social, de l'agriculture, de la réforme agraire et du développement rural, de l'environnement, des forêts et des pêcheries, du transport, des sports, des arts et de la culture, de la gouvernance des coopératives, du commerce, de l'industrie et de la concurrence, de la santé, des sciences et de l'innovation, des travaux publics et des infrastructures	12,6 milliards de Rands (0,2% du PIB)	2020-2021	- Investissement public direct pour soutenir les opportunités d'emploi maintenant - Lutter contre les pertes d'emplois anticipées à cause du Covid-19
2 Argentine	Potenciar Trabajo (Développer le travail)	Programme public d'emploi, améliorer l'accès à l'éducation	► Emploi public avec l'option de retourner finir ses études	380 000 – 700 000 à temps partiel (80 heures par mois) placements par an	Travailleurs et étudiants vulnérables socio-économiquement	Ministère du Développement social Administration nationale de la sécurité sociale Autorités municipales	NA	Début en 2020, pas de date de fin	Transition des politiques nationales de sécurité sociale «de l'assistance au travail»
3 Autriche	Expérience de la garantie des emplois	Expérience de garantie de l'emploi	► Formation de 8 semaines avant le placement ► Consultation individuelle ► Jusqu'à 3 ans d'emploi public (moins en cas d'intégration sur le marché du travail)	250 postes de 3 ans	Chômeurs de longue durée (>9 mois de chômage dans la ville de Marienthal)	AMS-NO (Fournisseur de services pour l'emploi public dans la Basse Autriche) itworks (Fournisseur de services pour l'emploi privé)	8,7 millions de dollars	2020-2024	- Garantir un emploi à tous les chômeurs de longue durée - Importants éléments scientifiques de recherche sociale introduits dans la phase de conception.

► Initiatives publiques en faveur de l'emploi et crise du COVID-19

Un résumé des programmes publics d'emplois, de relance des infrastructures et des études de cas de programmes de travaux publics

Pays	Nom du programme	Type de programme	Principales caractéristiques	Nombre de placements créés ou prévus	Groupe cible	Autorités de contrôle	Financement	Durée	Objectifs
4 France	France Relance	Combinaison de relance budgétaire et de politique sectorielle/industrielle et de PAMT	► Investissements dans les infrastructures publiques ► Emploi des jeunes ► Éducation et formation des jeunes ► Subventions aux salaires des jeunes	400 000	Jeunes français, Principaux secteurs industriels	Ministères de: l'économie, des finances et de la relance; du travail, de l'emploi et de l'insertion; de la transition écologique; des solidarités et de la santé, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation; de la transformation et du service civique; des océans; de la culture	118 milliards de dollars (7 pour la sous-partie Jeunesse)	2020-2022	- Réduire l'empreinte carbone du pays et accélérer la transition verte - Améliorer la compétitivité - Renforcer la cohésion sociale.
5 France	Territoires zéro chômeurs de longue durée	Expérience de la garantie de l'emploi	► Emploi par le biais d'organisations de la société civile et d'ONG	1 500 (<0.00% de la main d'œuvre), multiplié par six	Chômeurs de longue durée dans certaines régions	Expérimentation Territoriale Contre le Chômage de Longue Durée (ETCLD), TZCLD	34 millions € (estimations propres) (<0.00% du PIB)	2016-2026	- Garantir à tous les chômeurs de longue durée un accès à l'emploi - Les emplois sont créés par l'engagement local de la société civile - Statut d'employé formel du secteur privé pour les participants, ce qui permet d'appliquer les protections et les normes du travail
6 Kazakhstan	Feuille de route pour l'emploi 2020-2021	Emploi public / développement des infrastructures	► Emplois dans le cadre d'investissements dans des routes, dans l'industrie manufacturière, la promotion de l'entrepreneuriat et de l'agriculture ► Quotas sur l'utilisation des travailleurs (50% de chômeurs enregistrés) et du matériel (90% acheté auprès des producteurs nationaux)	500 000-1 000 000 (5-10% de la main d'œuvre)	Des travailleurs kazakhs, dont 50% doivent être inscrits comme chômeurs	Gouvernement du Kazakhstan	2,4 milliards de dollars des USA (0,5 % du PIB)	2020-2021	- Relancer l'économie après la pandémie de Covid-19 - Donner des opportunités d'emploi aux chômeurs - Soutenir les producteurs nationaux de biens

► Initiatives publiques en faveur de l'emploi et crise du COVID-19

Un résumé des programmes publics d'emplois, de relance des infrastructures et des études de cas de programmes de travaux publics

Pays	Nom du programme	Type de programme	Principales caractéristiques	Nombre de placements créés ou prévus	Groupe cible	Autorités de contrôle	Financement	Durée	Objectifs
7 Kenya	National Hygiene Program (Programme national pour l'hygiène)	Programme public d'emploi	► Emplois à proximité des bidonvilles. ► Engagement des organisations de la société civile	283 210 (durée de l'emploi de 6,5 mois, travail mensuel de 11 jours par équipes) (1,4% de la main d'œuvre)	Les jeunes chômeurs des bidonvilles	Ministère du logement et du développement urbain (SDHUD) Autorités des routes urbaines du Kenya (KURA) Autorités des routes rurales du Kenya (KeRRA) Comités de sélection locaux Service national pour la jeunesse (NYS)	92 Millions de dollars des États-Unis (0.9% du PIB)	2020-2021	1. Améliorer l'environnement 2. Améliorer la fourniture de services 3. Améliorer les infrastructures 4. Offrir des opportunités de création de revenus
8 Mexique	Sembrando Vida (Semer la vie)	Programme public d'emploi/soutien aux petits agriculteurs avec des obligations de travail	► Emploi dans des zones rurales pour convertir des petites exploitations à l'agroforesterie (Fourniture de matières premières (semences, outils etc.) ► Obligation d'épargner 10% des gains	430 000 (0.7% de la main d'œuvre)	Propriétaires ruraux d'au moins 2,5 hectares de terre	Ministère des affaires sociales Commission nationale de la forêt Ministère de l'environnement et des ressources naturelles	2,1 milliards de dollars (0,11% du PIB)	2019- en cours	1. Soutien à la production rurale et à l'autosuffisance économique 2. Restaurer l'environnement du pays 3. Promouvoir une culture de l'épargne dans les zones rurales 4. Contribuer à réparer le tissu social dans les campagnes
9 Nigéria	Economic Sustainability Plan (Plan de relance économique durable)	Paquet de relance lié au COVID-19	► Investissements à haute intensité de main d'œuvre dans: l'agriculture, le logement, les routes, les emplois technologiques, l'énergie solaire, le développement du gaz	10 millions d'emplois indirects; 1,1 millions d'emplois directs (17.5% de la main d'œuvre)	Divers	Plusieurs ministères et agences	3,5 milliards de dollars (0.8 % du PIB)	2020-	1. Soutenir l'économie nigérienne 2. Augmenter la production 3. Créer des emplois 4. Réduire les taux de change
10 Nigéria	Special Public Works Program (Programme spécial de travaux publics)	Programme public d'emplois en réponse au Covid-19	► Emploi à court terme dans des travaux publics	416.000 (emplois de 3 mois) (0.7% de la main d'œuvre)	Chômeurs	Direction nationale de l'emploi États et gouvernements locaux	60 millions de dollars (0,01% du PIB)	2020-2021	1. Fournir de l'emploi à court terme aux Nigériens dans le besoin 2. Réduire les conséquences négatives du Covid-19

► Initiatives publiques en faveur de l'emploi et crise du COVID-19

Un résumé des programmes publics d'emplois, de relance des infrastructures et des études de cas de programmes de travaux publics

Pays	Nom du programme	Type de programme	Principales caractéristiques	Nombre de placements créés ou prévus	Groupe cible	Autorités de contrôle	Financement	Durée	Objectifs
11 Nouvelle-Zélande	Kaimahi for Nature (Des emplois pour la Nature)	Programme d'emploi public vert en réponse au Covid-19	▶ Contrats de court terme pour les travailleurs touchés par le Covid-19 ▶ Formation brève pour acquérir les nouvelles compétences nécessaires pour réaliser les tâches ▶ Capacité des entreprises à proposer leurs projets et à les réaliser en utilisant leurs travailleurs	6 000 (durée de l'emploi 3-6 mois) (0,46% de la main d'œuvre)	Les travailleurs et les entreprises touchées par le Covid-19, surtout dans le secteur du tourisme	Ministères de: l'environnement; de l'innovation des entreprises et de l'emploi; des industries primaires Information foncière de Nouvelle-Zélande Ministère de la conservation	354 millions de dollars (0,5% du PIB)	2020-2024	1. Accélérer la reprise dans les régions après le COVID-19 2. Alternative au chômage des travailleurs 3. Maintenir chez les gens un sentiment fort d'avoir des objectifs et de l'orgueil 4. Améliorer l'environnement
12 Pakistan	Tsunami de 10 milliards d'arbres	Programme public d'emplois verts	▶ Activités peu qualifiées liées à la reforestation	65 000 travailleurs journaliers (0,1-1% de la main d'œuvre)	Essentiellement des ruraux pauvres, au chômage et en sous-emploi	Ministère du changement climatique Départements locaux des forêts	200 millions de dollars par an (0,018% du PIB)	2018-2023	1. Augmenter, réhabiliter et protéger les surfaces forestières au Pakistan 2. Atténuer les crises climatiques 3. Fournir des opportunités d'emplois verts à la porte des gens
13 Papouasie Nouvelle Guinée	Urban youth Employment Project II (Projet II pour l'emploi des jeunes urbains)	Programme intégré de formation et de placement des jeunes dans l'emploi	▶ Création d'emplois pour les jeunes ▶ Formation des compétences ▶ Orientation et consultation	4 600 (emplois de 3 mois) (0,2% de la main d'œuvre)	Des jeunes des deux grandes villes du pays	Commission du district de la capitale nationale, Autorité de Lae City Ministères du: Trésor, de la planification et du contrôle nationaux, des affaires locales et provinciales relevant du gouvernement, Autorité chargée du développement national des jeunes, Relations professionnelles	35 millions de dollars (0,09% du PIB)	2020-2025	1. Répondre à la pauvreté, la marginalisation, le chômage des jeunes, et à la violence sexuelle 2. Contribuer à la création d'emplois 3. Servir de modèle pour d'autres programmes similaires dans les villes 4. Faciliter la recherche critique

► Les cas

Afrique du Sud / Presidential Employment Stimulus (Programme présidentiel en faveur de l'emploi)



PRESIDENTIAL
EMPLOYMENT
STIMULUS



- **Type:** Programme public d'emploi / relance après le COVID-19
- **Organismes de contrôle:** Les ministères pertinents
- **Date de début:** 2020
- **Budget:** 840 millions de dollars (2020/21) (0.2% du PIB)
- **Financement:** financé par le gouvernement
- **Nombre d'emplois à créer:** 700 000 (3,1% de la main d'œuvre)
- **Groupe cible:** Les jeunes sans emploi, les chômeurs
- **Date de fin:** le deuxième programme pour 2021/22 est en cours de finalisation

Contexte

L'Afrique du Sud est la deuxième plus grande économie de l'Afrique, et l'une des huit économies à revenu intermédiaire supérieur du continent. Sa transition politique de l'apartheid à la démocratie en 1994 est mondialement perçue comme l'une des plus grandes prouesses politiques du siècle dernier. Même si elle a été tumultueuse, cette transition a réussi à apporter de nombreux avantages socioéconomiques au pays dans les deux premières décennies de son histoire démocratique. Toutefois, le chômage est resté supérieur à 25% pendant les 25 dernières années et avec le contexte du COVID-19, il est passé à 32,6% au premier trimestre 2021, avec un chômage des jeunes à 46,4%. Le chômage est reconnu comme la plus grande cause de pauvreté et d'inégalités de revenus, dans un contexte où l'Afrique du Sud a l'un des niveaux d'inégalités les plus élevés du monde. Les profondes inégalités structurelles héritées de l'histoire de l'apartheid n'ont pas été surmontées, et ont été aggravées par l'absence de croissance économique en faveur des pauvres.

De plus, de nombreux indicateurs économiques n'ont connu qu'une croissance lente et difficile ces dix dernières années. La croissance de l'économie n'a été que de 0,2% en 2019 juste avant la pandémie, et le chômage et la pauvreté étaient de

nouveau en hausse. 63% des 15-24 ans étaient sans emploi avant le début de la pandémie.

Avec l'arrivée de la pandémie, une récession de 5 à 10 pour cent de l'économie était prévue. D'après les estimations, 2 millions de personnes supplémentaires étaient tombées dans la pauvreté en raison de la baisse de l'activité économique.

Résumé de l'intervention

C'est dans ce contexte que la présidence de l'Afrique du Sud a annoncé le lancement du «programme présidentiel en faveur de l'emploi» en octobre 2020. Ce programme de relance ne cherche pas seulement à faire face à l'impact de la pandémie, il essaie aussi de «reconstruire en mieux pour transformer l'économie et la société». La recherche de l'amélioration du dynamisme de l'économie est au cœur du programme de relance qui souhaite également améliorer l'emploi et créer de la valeur sociale grâce à une large palette de priorités.

Durant la première phase de ce programme, mis en œuvre durant l'exercice budgétaire 2020/2021, une approche multiple a été adoptée pour atteindre les objectifs du programme, qui comprend les mesures suivantes:

- La création d'emplois par le biais de programmes publics d'emploi

► Tableau 1

Composantes	Ministère de mise en œuvre	Budget en milliards de Rands	% du budget total	Nombre de possibilités de placement
Assistants d'enseignement et assistants scolaires	Éducation de base	7	55%	344 933
Complément de revenu, maintien dans l'emploi et aide à l'enregistrement	Développement social	0,58	4,6%	111 142
Fonds d'aide aux producteurs de subsistance	Agriculture, réforme agraire et développement rural	1	7,9%	80 474
Investissement dans l'environnement	Environnement, forêts et pêcheries	1,98	15,7%	50 311
Entretien des routes provinciales	Transports	0,63	5%	37 079
Soutien aux secteurs de la création, de la culture et des sports	Sports, arts et culture	0,66	5,2%	34 070
Infrastructures municipales	Gouvernance des coopératives	0,05	0,4%	25 000
Incitations au développement du secteur des services	Commerce, industrie et concurrence	0,12	0,9%	8 000
Renforcer le nombre de travailleurs de la santé dans les communautés, sensibilisation des chefs d'équipes et des infirmières	Santé	0,039	0,3%	5 531
Programmes post-universitaires	Science et innovation	0,044	0,3%	1 900
Programme pour les services professionnels	Travaux publics et infrastructure	0,158	1,2%	1 560
Total		12,6		700 000

- Des programmes de maintien dans l'emploi
- Le soutien aux personnes ayant des moyens d'existence vulnérables qui ne sont pas couvertes par les mesures de reprise économique destinées au secteur privé.

Durant la première phase, 12,6 milliards de Rands (900 millions de dollars) ont été alloués au programme de relance, dont les composantes sont présentées dans le tableau 1.

Le programme public d'emploi, qui a pour objectif de créer 700 000 nouvelles opportunités d'emploi, est le plus ambitieux à avoir jamais été mis en œuvre en Afrique du Sud. Le tableau ci-dessus montre à l'évidence que l'impact le plus important sur la création d'emploi est la composante «assistants d'enseignement et assistants scolaires», qui représente 55% du budget total et 50% des emplois à créer.

Contrôle et mise en œuvre

C'est le Bureau de gestion du projet de la présidence (PMO) qui contrôle le programme. Ce bureau de gestion a travaillé en

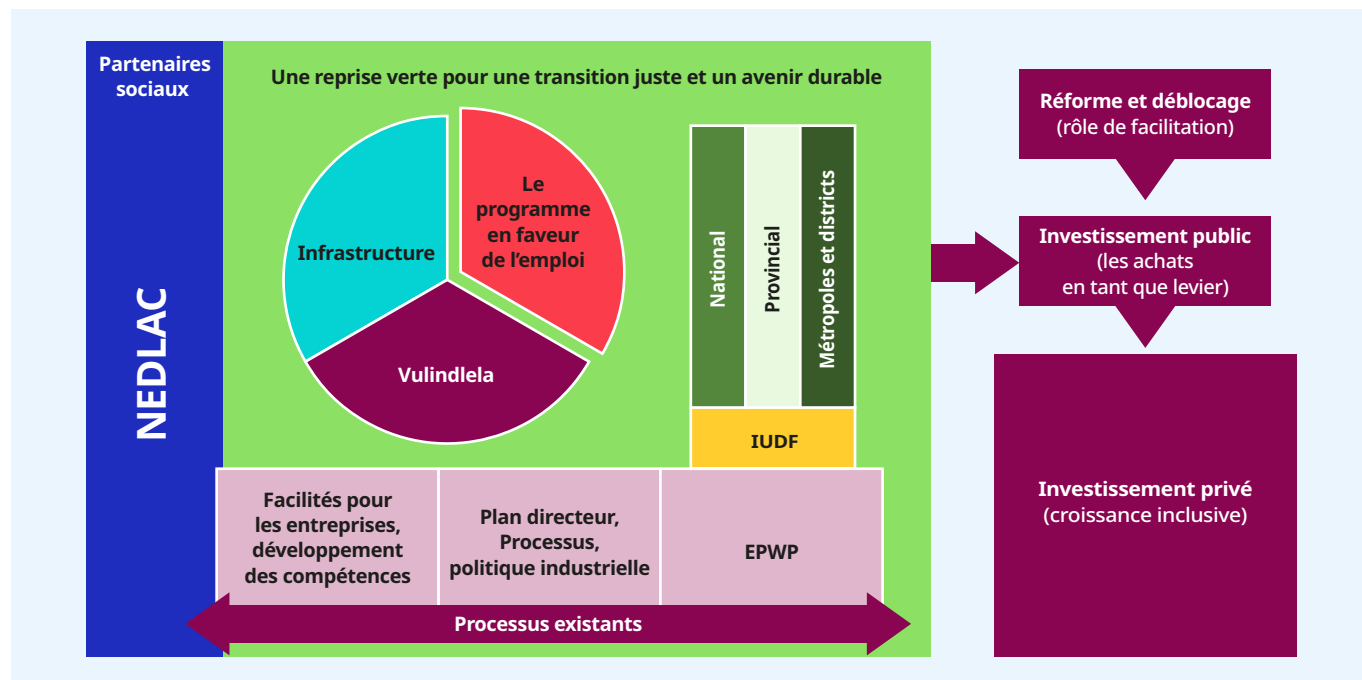
étroite collaboration avec plusieurs ministères du gouvernement d'Afrique du Sud pour concevoir et planifier tous les processus relatifs aux composantes susmentionnées, en faisant particulièrement attention à leur mise en œuvre immédiate et à court terme en dépit des contraintes en place en raison de la pandémie.

Les éléments de ce programme de relance passent par un processus budgétaire spécial du Trésor national pour être approuvés. Ce nouveau processus comprend des mandats pour:

1. Garantir une mise en œuvre dans les délais fixés dans le cadre d'un plan clair
2. Éviter un «double creux» ou un chevauchement avec des projets déjà existants
3. Veiller à la qualité des résultats

Ce plan de relance a donc pour objectif d'augmenter les engagements existants du gouvernement en matière de création d'emplois et de reprise verte pour une transition juste vers un avenir durable comme le montre la figure 1.

► Figure 1. La reconstruction et la reprise sont complexes.
Le programme en faveur de l'emploi s'inscrit dans un processus plus vaste...



Caractéristiques des emplois

Les composantes du programme créent des emplois ou soutiennent l'emploi par le biais d'opportunités de placement qui ont des caractéristiques différentes. L'objectif est axé sur les assistants d'enseignement et les assistants scolaires, qui représentent la plus grande partie des placements homogènes et sont tout à fait représentatifs des placements dans d'autres composantes, pour la plupart de leurs aspects.

Les postes d'assistants d'éducation et d'assistants scolaires ont principalement une durée de cinq mois et visent à soutenir les activités des enseignants dans les écoles, notamment en raison du stress imposé par la pandémie sur le processus d'enseignement. Ces placements portent soit sur des postes d'assistants d'éducation (les 2/3 des placements) et soit sur des postes d'assistants scolaires généraux (1/3 des placements). Le travail essentiel des assistants d'éducation est d'aider directement les enseignants et les élèves dans le processus d'enseignement, alors que les assistants scolaires aident les écoles à respecter les protocoles anti-COVID-19, tout en veillant à ce que l'enseignement et l'apprentissage se déroulent dans un environnement sain, sécurisé et hygiénique. Toutes les écoles devaient donner la priorité aux candidats vivant près de l'école qui allait les employer.

Les postes ciblaient les travailleurs de 18 à 35 ans qui subissaient l'impact négatif du COVID-19. Les candidatures ont largement dépassé le nombre de postes offerts car en mars 2021, le ministère de l'éducation primaire avait reçu plus de 800 000 candidatures. Afin de traiter toutes ces demandes

et de passer le plus rapidement possible au processus d'embauche, une majorité de provinces a utilisé SAYouth.mobi, une plateforme numérique développée par le Harambee Youth Employment Accelerator, dans le cadre du programme présidentiel pour l'emploi des jeunes. Ce processus avait comme valeur ajoutée de permettre d'apparier les demandeurs d'emplois à d'autres opportunités d'emploi correspondant à leurs intérêts et à leurs qualifications.

Tous les postes créés par ce programme ont bénéficié des normes minimales du travail, comprenant l'assurance chômage et l'assurance en cas d'accident du travail. La plupart des postes payaient le salaire minimum national, alors que dans les postes de diplômés, la rémunération était plus élevée. Lorsque le programme servait à élargir des programmes d'emplois publics existants, dans le cadre du programme élargi de travaux publics, le paiement correspondait aux taux les plus bas applicables dans ce cadre.

Impact

En mars 2021, presque toutes les composantes du programme avaient atteint un niveau de réalisation des objectifs satisfaisant, avec plus de 632 000 placements déclarés sur un objectif initial de 700 000, et la mise en œuvre se poursuivait.

Les fonctionnaires ont déclaré que la première phase du programme était un succès, et parallèlement, un système rigoureux de suivi des résultats a été mis en place, avec l'actualisation des rapports grâce aux informations et des tableaux en ligne permettant au public de voir les résultats au fur et à mesure.

Un résumé des programmes publics d'emplois, de relance des infrastructures et des études de cas de programmes de travaux publics

Le président de l'Afrique du Sud a annoncé que le gouvernement allait passer à la deuxième phase du programme qui mettra l'accent sur la création de passerelles

vers l'emploi dans le secteur privé, dans l'éducation et la formation pour les participants, ou d'autres soutiens aux entreprises.

Les échos du terrain

► «En tant que professeur de mathématiques, le fait d'avoir un assistant d'éducation m'aidera beaucoup, surtout maintenant avec les difficultés supplémentaires pour enseigner à cause du COVID-19. Cela me permettra de me concentrer sur l'enseignement aux élèves et de les aider à rattraper le temps perdu.»

► [Un participant à la composante d'assistance à l'enseignement] Winter Shai / jeune sans emploi / Batau High School

► «Dans le village de Matsila, la restauration des écosystèmes par le DEFF a permis de restaurer des pâturages et la végétation d'origine, ce qui ouvre la voie à la création d'une réserve naturelle unique au village de Matsila, où vivent maintenant des buffles, des élans, des girafes et beaucoup d'autres espèces. En conséquence, les habitants de Matsila vont bénéficier de la création d'emplois de long terme et permanents.»

► [Le chef Livhuwani Matsila] / Village de Matsila, Limpopo

► «J'ai de l'espoir parce que... ils nous ont donné toutes les armes dont nous avons besoin pour non seulement trouver un emploi mais aussi le garder – comment se comporter durant les entretiens et le type d'attitude à avoir dans un environnement professionnel. Nous savons maintenant comment réagir et comment travailler avec les gens, en respectant les autres.»

► [Un participant à un atelier de groupe dans le cadre du réseau Gestion du parcours]

Liens

Les rapports les plus récents: <http://www.thepresidency.gov.za/download/file/fid/2071>

Le programme en direct: <https://www.stateofthenation.gov.za/employment-stimulus-dashboard>

Argentine/ Potenciar Trabajo (Développer le travail)



- **Type:** Programme public d'emploi, améliorer l'accès à l'éducation
- **Organismes de mise en œuvre:** Ministère du développement social, ANSES, municipalités
- **Date de début:** 2020
- **Budget:** non disponible
- **Financement:** budget national
- **Nombre d'emplois à créer:** 380 000 – 7000 000 (2 pour cent de la main d'œuvre)
- **[Groupe cible]:** les travailleurs et les étudiants socioéconomiquement vulnérables

Contexte

L'Argentine est le deuxième pays le plus grand d'Amérique latine après le Brésil en termes de superficie. Historiquement, le pays a connu une volatilité de sa croissance économique et des crises financières et monétaires qui ont empêché le développement du pays ces dernières décennies. La pauvreté urbaine est encore très élevée à ce jour, et la crise du COVID-19 n'a fait que l'aggraver.

L'Argentine a institué, durant les années 1990 une série de programmes d'assistance sociale aux personnes vulnérables et aux chômeurs, programmes éparpillés en initiatives à petite échelle. Avec la crise du début des années 2000, les dépenses et la couverture de ces programmes ont fortement augmenté, et les interventions de l'état se sont concentrées sur des transferts monétaires anti-pauvreté pour réduire non seulement l'incidence de la pauvreté mais aussi les conflits sociaux.

Ces programmes étaient en place bien avant les deux années de récession et de grande faiblesse économique qui ont précédé le début de la pandémie de COVID-19. Cependant, durant la pandémie, l'isolement social destiné à combattre cette dernière n'a fait qu'aggraver la situation. Au deuxième trimestre 2020, le pays a connu une baisse de son PIB de 16,2%, la plus forte contraction de son histoire. On estime que 40,9% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, que l'extrême pauvreté est passée à 10,5% et que la pauvreté des enfants a atteint 56,3%¹². Pour faire face à cette situation, le pays a recouru en priorité à des dépenses sociales par le biais de plusieurs programmes.

L'une des caractéristiques les plus récentes et les plus intéressantes de ces efforts du gouvernement argentin en matière de dépenses sociales est qu'ils sont maintenant clairement orientés vers la création d'emplois pour passer des programmes de transferts monétaires à des dispositifs de placement.

Résumé de l'intervention

Le gouvernement a introduit le programme «Potenciar Trabajo» (Développer le travail) qui à ses débuts a repris sous son aile les bénéficiaires du programme précédent «Proyectos Productivos Comunitarios» (Projets de production communautaire) ainsi que ceux des programmes «Hacemos Futuro» (Nous créons l'avenir) qu'il remplace. On peut également le considérer comme une unification des services fournis par ces derniers programmes. Potenciar Trabajo a pour objectif de «contribuer à améliorer l'emploi et à créer de nouvelles propositions en développant des projets productifs, sociaux, communautaires, et en favorisant l'obtention d'un certain niveau d'instruction afin de promouvoir l'inclusion sociale complète des gens qui sont en situation de vulnérabilité économique et sociale».

«Hacemos Futuro» (Nous créons l'avenir) était un programme de formation des compétences destiné à aider les argentins au chômage dont les moyens économiques sont limités¹³ à augmenter leur niveau d'éducation ou à acquérir une formation technique ou professionnelle pour les aider à mieux s'insérer sur le marché du travail. Ce programme était prioritairement destiné aux jeunes jusqu'à 30 ans sans casier judiciaire.

«Proyectos Productivos Comunitarios» (Projets de production communautaire) est un programme qui cherchait à contribuer à créer de nouvelles sources de travail et à consolider les sources existantes grâce à des subventions directes aux travailleurs inscrites en situation de grande vulnérabilité socio-économique. Ce programme favorisait des actions ciblées auprès de bénéficiaires qui étaient volontaires et capables de réaliser des initiatives de travail social, dans les zones urbaines et rurales. Le groupe ciblé par ce projet étaient des personnes qui avaient généralement un emploi informel et recevaient un salaire inférieur au salaire minimum. L'intention était de leur offrir un salaire social complémentaire obtenu grâce à la production de biens sociaux.

Contrôle et mise en œuvre

Ce programme, supervisé par le ministère du développement social, est dirigé au niveau central par le Secrétariat à l'économie sociale et est mis en œuvre localement par les autorités provinciales ou municipales. Ces autorités créent des unités de gestion qui sont responsables de la mise en œuvre de projets locaux, petits ou moyens, qui permettent d'intégrer les travailleurs et de les faire commencer leur travail complémentaire. Les unités de gestion comprennent souvent des institutions de la société civile à but non lucratif formellement établies comme les universités et les ONG.

Le financement de ces projets, en dehors des coûts du travail qui sont couverts par le programme, provient d'une ligne institutionnalisée de subvention et des transferts de

crédit non bancaire du ministère vers les unités de gestion. Ce financement est toutefois assorti d'une obligation: que le projet conçu favorise le développement, la mise en œuvre et le renforcement de projets communaux productifs à haute intensité de main d'œuvre qui essaient, dans leur conception, de répondre aux défis sociaux locaux. Toutes les institutions pertinentes ainsi que les personnes sont invitées à proposer aux unités de gestion des projets pour examen. Cela se traduit par la mise en œuvre d'une grande variété de projets qui vont du développement ambitieux de l'espace public à l'agriculture familiale à petit échelle. Les gestionnaires qui sont nommés au sein des unités sont également responsables de l'accréditation des travailleurs qui participent au projet, pour qu'ils reçoivent les paiements de leur travail, et de la vérification que les travaux progressent comme prévu.

Les bureaux régionaux de l'administration nationale de la sécurité sociale (ANSES), un organisme public décentralisé, sont également chargés d'administrer les fonds et d'orienter les travailleurs et les étudiants vers ces programmes.

Afin de promouvoir l'économie sociale et le développement local, le gouvernement a également mis en place un financement de microcrédits dirigé par une commission dont la tâche est d'évaluer et de financer à un taux réduit des projets de développement territoriaux complets en lien avec «Potenciar Trabajo».

Caractéristiques des emplois

Comme le programme propose deux options pour obtenir une subvention, l'éducation/la formation ou la mise en place d'un projet, seules les personnes qui choisissent cette dernière option sont censées participer aux travaux. Pour être éligible au programme, un travailleur doit fournir du travail dans le cadre d'un des projets d'intérêt communal et être approuvé par les autorités locales. Plus précisément, le travail sur un projet doit comprendre l'un des éléments suivants:

- Les tâches relatives aux soins aux personnes et les services sociaux communaux
- Le recyclage et les services environnementaux
- La construction, l'amélioration des infrastructures sociales, du quartier et du logement
- L'agriculture familiale et la production d'aliments
- La production de vêtements et d'autres types de produits manufacturés
- Le commerce populaire

Cependant, comme le gouvernement l'a observé, ces catégories de travail sont dynamiques et peuvent être adaptées en fonction du marché du travail et des besoins sociaux émergents.

¹³ Pas plus d'une propriété, pas de voiture de moins de 10 ans, pas d'autres prestations sociales

Dans le cadre de ce modèle, tous les participants doivent réaliser des activités d'une durée moyenne de 80 heures par mois et être accrédités par le personnel de gestion du projet.

Le paiement des bénéficiaires se fait à des intervalles déterminés à l'avance et s'élèvent à 9400 pesos (110 dollars des États-Unis) par mois pour 2020. Cela correspond à la moitié du salaire minimum constitutionnel. Les bénéficiaires ont également reçu un chèque supplémentaire à la fin de l'année 2020 pour les aider face à la pandémie en cours.

Impact

Ce programme a connu un démarrage un peu chaotique en 2020, en reprenant une grande partie des problèmes des programmes précédents, qu'il était censé réunir tout en faisant

face à de nouveaux défis. Il a rencontré un certain nombre de problèmes comme l'incapacité ou la lenteur de certaines unités de gestion pour mettre en œuvre des projets ou même l'incapacité des autorités locales à créer des unités de gestion dans certaines régions. Mais les autorités locales accélèrent en mettant en œuvre de nouvelles méthodes et le programme est généralement apprécié pour son aide vitale, notamment dans cette conjoncture difficile.

Le gouvernement a réaffirmé son engagement vis-à-vis de ce programme en 2021 et a augmenté son budget car il envisage la transition de «l'assistance vers le travail». On trouve, parmi les nouvelles initiatives prometteuses, la coopération avec le Secrétariat à l'intégration socio-urbaine dans un projet qui vise à urbaniser 4 400 quartiers populaires dans l'ensemble du pays, les travaux étaient réalisés uniquement par les personnes qui y résident.

Liens

Site officiel du ministère du développement social: <https://www.argentina.gob.ar/desarrollosocial/potenciartrabajo>

Site officiel du programme de l'administration nationale de la sécurité sociale de l'Argentine: <https://www.anses.gob.ar/potenciar-trabajo>

Autriche / L'expérience de la garantie de l'emploi



- **Type:** Expérience de garantie de l'emploi
- **Organismes de mise en œuvre:** AMS Niederösterreich (Service public de l'emploi); itworks (fournisseur privé de PAMT (Politiques actives du marché du travail))
- **Date de début:** 2020
- **Budget:** 7,4 millions d'Euros (0,002% du PIB)
- **Financement:** Service public employeur de la Basse Autriche
- **Nombre d'emplois à créer:** 250 emplois d'une durée de 3 ans (0,01% de la main d'œuvre)
- **[Groupe cible]:** les chômeurs depuis plus de 9 mois

Contexte

L'Autriche fait partie des pays les plus performants en termes de taux de chômage observés en Europe durant cette dernière décennie. Même en pleine épidémie, le pays a enregistré un taux de chômage de 5,5% en septembre 2020. Toutefois, le chômage structurel a régulièrement augmenté en Autriche cette dernière décennie, notamment à partir du début de la crise financière mondiale de 2008. En 2019, une personne sur quatre enregistrée auprès des services de l'emploi était au chômage depuis plus de 12 mois. Cette situation a été aggravée par la pandémie de COVID-19, qui a souligné, pour les décideurs politiques, l'importance de lutter contre ce phénomène et de réinsérer sur le marché du travail les personnes qui risquaient le chômage de longue durée ou y étaient déjà.

Le gouvernement a donc décidé d'examiner et d'évaluer le recours à des programmes de garantie de l'emploi, et la qualité de ces derniers, en lançant un projet pilote à petite échelle dans la petite ville de Marienthal en Basse Autriche.

La ville de Marienthal s'efforce depuis longtemps d'étudier le chômage et ses conséquences sur les gens, et le choix de mettre en œuvre cette expérience pilote dans cette ville est directement lié à son histoire. En 1933, la ville a été l'épicentre d'une recherche sociale innovante ¹⁴ sur l'impact du chômage de masse, non seulement sur les revenus, mais aussi sur d'autres aspects de la vie, comme la santé, le bien-être, les liens sociaux et la vie de la communauté. Les chercheurs avaient étudié les conséquences de la fermeture soudaine d'une usine locale, qui avait touché 75% des ménages de

14 «Marienthal: The Sociography of an Unemployed Community»

la ville. L'objectif de cette étude était d'établir une image de la situation psychologique d'une communauté qui souffrait du chômage, en utilisant des méthodes de recherche très modernes. Le résumé des principales constatations de l'étude était que les chômeurs avaient moins d'attentes, moins d'activités, étaient désorientés par rapport au temps, et semblaient tomber progressivement dans l'apathie. Ils avaient tendance à être seuls, isolés, sans espoir et passifs, tout en étant sujets à des accès de violence. Cette étude est devenue un classique sociologique et ses auteurs, qui ont ensuite fui le nazisme, sont restés des pionniers dans ce domaine pendant des années. Cet historique a conduit le service public de l'emploi autrichien à choisir Marienthal une fois de plus pour examiner l'effet inverse, à savoir comment l'économie, la communauté et la vie des gens changent lorsque ces derniers peuvent avoir accès à un emploi garanti.

Résumé de l'intervention

En octobre 2020, le service public de l'emploi de la Basse Autriche, dont le nom est AMS NO, avec le soutien du fournisseur privé de services de l'emploi itworks, a commencé à mettre en œuvre le programme de garantie de l'emploi dont l'objectif est «d'éradiquer le chômage de longue durée et d'améliorer la situation sociale, la santé et le bien-être des personnes en chômage de longue durée». Ce programme comprendra également une aide ciblée avant le placement dans l'emploi et sera mis en œuvre dans la ville de Gramatneusiedl, qui fait partie de Marienthal.

Tous les habitants qui sont au chômage depuis plus de 9 mois sont éligibles pour participer à ce programme. Ce dernier commence par une période de formation préparatoire obligatoire de 8 semaines, durant laquelle les participants recevront une formation axée sur leurs besoins. Cette dernière peut revêtir différentes formes: une consultation individuelle et en groupe avec un conseiller, le développement des compétences, un soutien à l'initiative personnelle et une assistance concernant les problèmes de santé. Durant la période de formation, les participants reçoivent des conseils et sont encouragés à accepter un emploi normal en dehors du programme, si c'est possible.

Après avoir terminé avec succès ces semaines de formation, les participants sont placés dans des **emplois** créés par itworks dans des projets locaux et régionaux. Ces projets sont mis en œuvre par des entreprises sociales établies par ce fournisseur privé de services et dont il recrute le personnel.

Durant leur emploi public, les participants reçoivent également une aide de la part de travailleurs sociaux et de conseillers pour trouver un emploi avec un employeur tiers.

L'une des caractéristiques importantes de cette innovation est la participation volontaire des chômeurs. Normalement, les fournisseurs locaux de services d'emploi assignent des programmes du marché du travail aux personnes au chômage en Autriche ¹⁵, qui sont obligées d'y participer et d'accepter toutes les offres d'emploi qui correspondent à leurs compétences sinon, elles risquent de perdre leurs indemnités et leur soutien. Cependant, la participation à ce programme spécifique de garantie de l'emploi est volontaire, seule la phase de formation est obligatoire, et aucune sanction ne s'applique en cas de refus d'une offre d'emploi. C'est ainsi que les participants au programme sont plus susceptibles de vouloir revenir sur le marché du travail.

Il est prévu que ce programme coûte en moyenne 29 841€ par an par participant, chiffre un peu inférieur au coût annuel moyen des indemnités de chômage, estimé actuellement à 30 000€ ¹⁶.

Contrôle et mise en œuvre

Le contrôle du programme est réalisé par l'autorité locale de l'AMS. L'AMS est une entreprise publique qui travaille en étroite collaboration avec les organisations syndicales et les organisations d'employeurs.

Ce pays est habitué à ce que des fournisseurs privés de services soient chargés de la mise en place des politiques actives du marché du travail: l'implication d'itworks, qui travaille exclusivement avec l'AMS sur d'autres programmes, n'est donc pas surprenante. Ce fournisseur privé est responsable de la création d'entreprises sociales, de leur gestion, et doit leur fournir du personnel permanent dont les emplois sont liés à ce programme.

Ce programme pilote fera l'objet d'une étude, d'une analyse et d'une évaluation approfondies, par deux équipes de chercheurs, l'une dirigée par l'université d'Oxford (pour les aspects quantitatifs), l'autre par l'université de Vienne (pour les aspects qualitatifs). Ces recherches seront étroitement suivies par les décideurs politiques et seront cruciales pour que le projet passe à une plus grande échelle. Les premiers résultats de ces recherches sont attendus vers la moitié de l'année 2021. Il a été décidé, pour faciliter les recherches, de commencer par deux vagues de 31 bénéficiaires chacune, dans cette phase initiale (l'une en novembre 2020, l'autre en février 2021). Cette approche permettra d'avoir des échantillons plus réduits pour les résultats. Ce petit nombre de bénéficiaires correspond au choix d'une zone géographique restreinte pour l'étude pilote, étant donné qu'il n'y avait que 150 personnes qui correspondaient aux critères de participation dans la région. Après ces deux premières vagues, des postes individuels seront disponibles en fonction de la demande des chômeurs.

¹⁵ D'après la loi sur l'assurance chômage (Arbeitslosenversicherungsgesetz AIVG§9)

¹⁶ Calculé en incluant tous les frais liés aux prestations et au soutien pour le chômeur autrichien de longue durée moyen.

Caractéristiques des emplois

Tous les emplois créés dans le cadre de ce programme sont liés à des projets municipaux ou régionaux mis en œuvre par le fournisseur privé de services itworks par le biais des nouvelles entreprises sociales créées. Les participants sont également encouragés à proposer leurs propres projets à partir de leur expérience et de leurs connaissances des besoins des communautés locales. Ces emplois sont garantis pour une durée allant jusqu'à trois ans, mais le participant est constamment aidé pour trouver un emploi dans le secteur privé. Si un employeur souhaite embaucher un participant, il reçoit une subvention égale à 100% du coût du salaire pendant les trois premiers mois et égale aux 2/3 du salaire pour les neuf mois suivants. Cependant, il n'y a aucune condition pour forcer les participants à choisir le secteur privé, et durant les premiers mois de la mise en œuvre, la majorité des participants ont choisi l'emploi public proposé dans le cadre du programme plutôt qu'un emploi privé subventionné.

Ce projet, ainsi que les emplois créés, se fonde sur les besoins spécifiques des participants. Leurs compétences et leurs emplois passés sont pris en compte et parallèlement, le pro-

gramme offre une souplesse au niveau du nombre d'heures, à temps complet ou partiel. Tous les autres besoins des participants, la capacité à réaliser certaines tâches (pour des raisons de santé par exemple) sont pris en considération lors de la création du placement dans le nouvel emploi. L'objectif principal est de fournir à tous les participants un emploi productif, épanouissant et qui ait du sens.

Cette approche ad-hoc adaptée à l'environnement et aux besoins des participants, se poursuit lors de la décision sur le montant des salaires en fonction des postes. Les anciens salaires et l'expérience sont pris en compte pour fixer le salaire approprié qui, cependant, doit être au moins égal au salaire minimum.

Les emplois créés comportent généralement des tâches liées à des activités comme la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées, le jardinage, la rénovation ou la menuiserie. Les entreprises sociales sont censées générer des recettes allant jusqu'à 383 000 € pendant la durée du programme en fonction des tâches réalisées par les participants au programme.

Tous les participants auront un accès gratuit, durant leur emploi dans le cadre de ce programme, aux médecins du travail.

Les échos du terrain

► «Je ne voulais pas sortir de la maison. Je ne voulais pas que les autres sachent que je n'allais pas bien. Participer à ce projet, c'est comme un rêve qui devient réalité. Quand on n'a pas de travail, on ne peut pas penser positivement – quand on a du travail, c'est possible. C'est ça le plus important pour moi. Si c'est juste, tout le reste se met en place.»

► [Participant au programme de garantie de l'emploi] / Jennifer (43 ans) / sans emploi depuis 2011 / Marienthal, Autriche

Liens

Annonce aux médias: <https://www.ox.ac.uk/news/2020-11-02-world-s-first-universal-jobs-guarantee-experiment-starts-austria>

Plan de l'analyse préalable: https://maxkasy.github.io/home/files/other/PAP_job_guarantee_Marienthal.pdf

France/ France Relance



France Relance, Gouvernement français

- **Type:** une combinaison de relance budgétaire, de politique industrielle/sectorielle et de PAMT
- **Organismes de mise en œuvre:** Plusieurs
- **Date de début:** 2020
- **Budget:** 100 milliards d'€ (118 milliards de dollars américains) | 3.7% du PIB
- **Financement:** Budget du gouvernement central, UE
- **Nombre d'emplois créés:** 400 000
- **Groupe cible:** Plusieurs
- **Date de fin:** 2022

Contexte

Avec une population estimée à 65,3 millions de personnes, la France est le deuxième pays de l'Union européenne le plus peuplé et la deuxième économie la plus grande (dans les deux cas, derrière l'Allemagne). Ce pays a été durement frappé par la crise financière de 2008, et se bat depuis avec une croissance poussive et des taux élevés de chômage structurel. De 2012 à 2017, le nombre de chômeurs s'est constamment maintenu au-dessus de 10% - et touche de façon disproportionnée les jeunes, les travailleurs peu qualifiés et les immigrants non ressortissants de l'UE. La croissance moyenne était de 1,4% par an par an de 2009 à 2020.

C'est dans ce contexte que le président français Emmanuel Macron a été élu en 2017, sur un programme de réformes. Les premières réformes du marché du travail semblent avoir porté leurs fruits, même si elles sont restées impopulaires et contestées, surtout par les syndicats. La croissance a connu un rebond de 2017 à 2019 et le chômage a progressivement baissé pour atteindre 8,1% au quatrième trimestre de 2019. Cependant, la mise en œuvre du programme de réformes de Macron a été fortement contestée. En réponse à ses tentatives de réformes fiscales, le mouvement des gilets jaunes a mis le pays à l'arrêt en 2018 et 2019. La réponse à sa tentative de réformer les retraites n'a pas été moins vigoureuse, avec

de nombreuses grèves et manifestations par les syndicats et d'autres groupes en 2019 et 2020.

Le premier cas confirmé de COVID-19 a été annoncé le 24 janvier 2020 – le premier cas confirmé en Europe. Cependant, l'analyse des registres des hôpitaux et des échantillons antérieurs suggèrent que le virus était déjà présent dans le pays en décembre 2019 – peut-être même dès la mi-novembre. Le 12 mars, le gouvernement français a annoncé la fermeture temporaire de toutes les écoles et les universités. D'autres mesures ont été mises en œuvre les jours suivants. Le 17 mars, le gouvernement français a imposé un confinement national. Peu après, il a déclaré l'état d'urgence sanitaire, qui a perduré du 24 mars au 10 juillet. En dépit de ces mesures, la France a été l'épicentre de la première vague de la pandémie mondiale, avec plus de 30 000 personnes décédées à la fin de l'état d'urgence.

L'ampleur de la crise sanitaire et l'impact des restrictions pour contenir le virus ont durement touché l'économie française. L'économie du pays a connu une baisse de 5,9% au premier trimestre 2020, et de 13,8% au deuxième trimestre (à un taux annualisé). La Banque de France – la banque centrale du pays – s'attend à une contraction de l'économie de 9% pour l'ensemble de l'année 2020. Ce qui place la France parmi les pays les plus touchés par les ravages économiques de la pandémie de COVID-19.

Description de l'intervention

Le gouvernement a introduit le programme France Relance en réponse à la crise, un ensemble complet de mesures en faveur d'une reprise et d'une reconstruction écologiques destiné à poursuivre les efforts précédents du gouvernement français pour accélérer les investissements stratégiques pour l'avenir de la France – créer la France de 2030 dès aujourd'hui. Ce plan a été annoncé le 3 septembre 2020 par le premier ministre

français, Jean Castex. D'autres détails ont été annoncés deux mois plus tard, le 16 novembre.

France Relance s'organise autour de trois priorités principales: (i) accélérer la transition verte de la France, (ii) améliorer la compétitivité de l'économie française et (iii) renforcer la cohésion sociale en France. Le gouvernement français investit dans ce sens (i) 30 milliards d'euros (36,3 milliards de dollars des États-Unis), (ii) 36 milliards d'euros (43,5 milliards de dollars

► Tableau 2. Aperçu de France Relance

Thème principal	Composante	Budget Total	Description
Transition verte	Technologies vertes	8,5 milliards de dollars des États-Unis	Investissement dans l'infrastructure associée à l'hydrogène
	Rénovation énergétique des bâtiments	8,1 milliards de dollars des États-Unis	Aides de l'état pour la rénovation de l'isolation des bâtiments, du chauffage, de l'énergie, etc.
	Infrastructure pour le transport vert	7,4 milliards de dollars des États-Unis	Investissements dans le rail, les transports publics verts, et les infrastructures pour les vélos
	Biodiversité et agriculture	3,0 milliards de dollars des États-Unis	Améliorer la résilience de l'agriculture face au changement climatique
	Décarbonation de l'industrie	1,5 milliards de dollars des États-Unis	Réduire les émissions de CO ₂ de l'industrie. Améliorer l'efficacité énergétique, l'électrification, etc.
	Divers	8,1 milliards de dollars des États-Unis	
	Total	36,3 milliards de dollars des États-Unis	
Compétitivité	Baisser les taxes sur la production	24,2 milliards de dollars des États-Unis	Baisser les charges sociales, l'investissement et le capital productif
	Technologies futures	13,3 milliards de dollars des États-Unis	Investir dans des technologies de pointe et l'enseignement supérieur
	Finance des entreprises	3,6 milliards de dollars des États-Unis	Lignes de crédit ouvertes pour les PME, TPME et les ETI.
	Relocalisation de la production industrielle	1,2 milliards de \$ des USA	Garantir l'indépendance dans les secteurs de la santé, l'industrie, l'électronique, l'agroalimentaire et la 5G
	Divers	1,2 milliards de dollars des États-Unis	
	Total	43,5 milliards de dollars des États-Unis	
Cohésion sociale	Aide à l'emploi	9,2 milliards de dollars des États-Unis	Prévenir les licenciements dans les entreprises contraintes à une inactivité temporaire
	Investissements dans la santé	7,3 milliards de dollars des États-Unis	Investissement dans les hôpitaux : construction, rénovation et modernisation
	Financements pour les gouvernements locaux	6,1 milliards de dollars des États-Unis	Soutien aux autorités locales dont les finances sont menacées
	Emploi des jeunes	5,4 milliards de dollars des États-Unis	Subventions pour les entreprises qui embauchent des jeunes ou des personnes handicapées etc.
	Formation des jeunes dans les secteurs stratégiques	1,9 milliards de dollars des États-Unis	Formation des compétences et formation professionnelle, apprentissage, aide publique pour l'enseignement supérieur
	Formation des compétences	1,2 milliards de dollars des États-Unis	Préparer la main d'œuvre à une économie verte, circulaire et numérique
	Divers	10,8 milliards de dollars des États-Unis	
	Total	41,1 milliards de dollars des États-Unis	
Total		121 milliards de dollars des États-Unis	

des États-Unis), et (iii) 34 milliards d'euros (41,1 milliards de dollars des États-Unis) pour chacune de ces priorités, soit un total de 100 milliards d'euros (121 milliards de dollars des États-Unis). Sur ces investissements, le gouvernement français fournira 60 milliards, et les 40 milliards restant seront apportés par le Plan de relance pour l'Europe – le programme général de relance de l'Union européenne. En tout, France Relance sera mis en œuvre sur deux ans, de 2020 à 2022 – et le budget sera réparti de façon égale sur les 2 ans.

Contrôle et mise en œuvre

L'annonce du paquet de mesures de France Relance a été précédée par un long processus de consultation. Pour obtenir les contributions des départements français, le gouvernement a consulté les maires, les présidents des conseils régionaux, les présidents des conseils départementaux et tous les autres élus locaux. Pour avoir une contribution au niveau national, le gouvernement a consulté les parlementaires et les représentants de la société civile. Le gouvernement a consulté également les partenaires européens.

Le 3 septembre, le paquet a d'abord été présenté aux ministres par le premier ministre français, Jean Castex. Ce paquet est géré par huit ministères: le ministère de l'économie, des finances et de la relance; le ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion; le ministère de la transition écologique; le ministère de la solidarité et de la santé; le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation; le ministère de la transformation et de la fonction publique; le ministère de la mer; le ministère de la culture.

Au niveau national, un comité de suivi, présidé par le premier ministre, surveillera la mise en œuvre du plan de relance et le maintien du calendrier et de ses engagements. Le 16 novembre, le ministère de l'économie, des finances et de la relance a publié un tableau en ligne pour permettre au public de suivre la mise en œuvre de France Relance projet par projet, avec des données relatives à 15 mesures différentes. Au niveau local, les comités régionaux de suivi doivent veiller à ce que toutes les parties prenantes locales soient informées de la mise en œuvre des plans et suivent l'avancée des projets dans chaque département. Les comités de suivi régionaux sont constitués de représentants du gouvernement, des communautés locales et des partenaires sociaux.

Principales caractéristiques

Le premier objectif stratégique de France Relance est de placer la France sur un chemin lui permettant de devenir la première grande économie européenne à faible empreinte carbone. Ce paquet de mesures investit donc des sommes importantes dans des technologies de pointe – avec une attention particu-

lière sur la création du début d'une économie de l'hydrogène. Ce plan se concentre également sur la construction, la rénovation et la modernisation des principales infrastructures, avec notamment des rénovations d'immeubles à faible consommation d'énergie, la création d'un réseau de transports à faibles émissions, et l'investissement dans la réduction des émissions de l'industrie.

Il y a toutefois parmi les mesures les plus ambitieuses de ce paquet un effort pour relocaliser la production industrielle afin de remplacer les importations et de stopper la fuite des émissions. Ces vingt dernières années, la France a réussi à faire baisser ses émissions de CO₂ nationales de 20%. Pourtant, l'empreinte carbone de la France a augmenté de 17% durant cette même période. Ceci est en grande partie dû à la délocalisation des industries nationales produisant des émissions intensives de carbone vers des pays où les règles relatives aux émissions sont moins sévères – la différence provenant de l'importation de la production. La France investit également dans des mesures pour garantir une plus grande souveraineté pour contrôler les industries stratégiques comme la santé, l'électronique, la production alimentaire et le déploiement du réseau de la 5G.

Le paquet de mesures de France Relance met aussi très fortement l'accent sur l'emploi des jeunes et la formation des compétences. Au niveau de l'offre, ce paquet accorde 1,6 milliards d'euros (1,9 milliards de dollars des États-Unis) à la formation de 223 000 jeunes dans des secteurs stratégiques, la formation professionnelle pour 35 000 jeunes supplémentaires, et 30 000 places de formation dans l'enseignement supérieur, entre autres. Au niveau de la demande, le gouvernement investit 3,2 milliards supplémentaires (3,9 milliards de dollars des États-Unis), d'abord sous forme de subventions pouvant aller jusqu'à 4 000 € (4 840 dollars des États-Unis) aux entreprises qui embauchent des salariés de moins de 26 ans pour un contrat d'au moins 3 mois avec un salaire qui n'est pas supérieur au double du salaire minimum. De plus, le gouvernement propose une subvention de 5 000 € (6 050 dollars des États-Unis) pour les mineurs et de 8 000 € (9 680 dollars des États-Unis) pour l'engagement dans la première année d'un contrat d'apprentissage ou dans un programme de professionnalisation dans une entreprise. Des mesures similaires sont mises en place pour les travailleurs handicapés.

Enfin, le paquet donne également 1,3 milliards d'euros (1,6 milliards de dollars des États-Unis) pour financer 300 000 passerelles vers l'emploi des jeunes. Dans ce cadre, 400 millions d'euros seront destinés au dispositif Garantie pour la jeunesse – une initiative de l'ensemble de l'Union européenne; 900 millions d'euros seront affectés à l'insertion des jeunes dans l'économie par le biais d'autres initiatives existantes, et enfin 49 millions d'euros seront destinés à soutenir l'entrepreneuriat des jeunes.

Les échos du terrain

► «Avec l'aide que l'état a mise en place pour les entreprises françaises, nous avons été très impressionnés par la rapidité avec laquelle une petite entreprise comme la nôtre pouvait recevoir l'aide. C'est ce qui plaît le plus au début. Nous avons démarré notre entreprise en 2013, et nous employons maintenant six personnes... (Grâce au soutien de France Relance), notre objectif est d'évoluer dans le monde numérique en investissant dans l'impression 3D, et d'augmenter nos compétences humaines pour gérer la production.»

► [Younes Boumahraz]/ co-fondateur de Alpha Méca 3, une entreprise d'usinage de précision.

Liens

Liens officiels du gouvernement: <https://www.gouvernement.fr/france-relance>
<https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance>

France / Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée (TZCLD)



- **Type:** expérience de garantie de l'emploi
- **Organismes de mise en œuvre:** ETCLD, TZCLD, comité directeur local, SEP
- **Date de début:** 2016
- **Budget:** 34 millions d'euros (estimation propre)
- **Financement:** Budget du gouvernement central (sécurité sociale), et des autorités locales
- **Nombre d'emplois créés:** 1 499
- **Groupe cible:** les chômeurs de longue durée

Contexte

Le chômage de longue durée est un défi important et persistant en France. Il y a en France environ un million de personnes en chômage de longue durée. Même si l'excellent système de sécurité sociale français garantit à tous les chômeurs l'accès à un revenu de base et à des allocations comme l'allocation logement, beaucoup de chômeurs de longue durée ont indiqué qu'ils préféreraient avoir un travail et gagner un salaire s'ils en avaient la possibilité. Le programme Territoires Zéro chômeurs de longue durée a été lancé en tant qu'expérience innovante pour trouver comment créer un travail décent pour ce groupe de personnes. Ce programme est à la fois innovant et potentiellement transformateur car il adopte une approche centrée sur l'humain en n'essayant pas de caser les chômeurs dans des emplois existants, mais en cherchant à créer de nouveaux emplois correspondant au profil et aux besoins des chômeurs.

Description de l'intervention

Le programme Territoires Zéro chômeurs de longue durée est un programme expérimental de garantie de l'emploi actuellement en place dans dix territoires français. Cette expérience se fonde sur le fait que les différentes aides fournies par la sécurité sociale aux chômeurs de longue durée coûtent au gouvernement français au moins 18 000€ (21 750 dollars des

États-Unis) par personne et par an. Ce qui est à comparer avec les 23 000 € (27 800 dollars des États-Unis) qu'il faut pour payer le salaire de quelqu'un qui travaille à plein temps et gagne le salaire minimum pendant la même période. Cette comparaison induit la question suivante: pourquoi ne pas utiliser ces 18 000€ (21 750 dollars des États-Unis) pour simplement financer un emploi productif à la place?

Voilà le principe qui sous-tend ce programme. En 2016, a été votée une loi au parlement français pour établir ce programme dans 10 territoires pour une période initiale de cinq ans. Dans le cadre de cette loi, le programme a obtenu la permission de recevoir de l'argent du budget de l'assurance chômage français pour créer des emplois supplémentaires pour les chômeurs de longue durée. Pour chacun des chômeurs de longue durée qui obtient un emploi, le programme est en mesure de recevoir 18 000 € (21 750 dollars des États-Unis) pour contribuer au salaire du participant. Le coût total de création d'un emploi supplémentaire – qui comprend le coût du salaire, du capital, etc. – est actuellement de 28 000 € (33 824 dollars des États-Unis) par an et par personne. Il manque donc 10 000 € (12 080 dollars des États-Unis). Sur le long terme, chaque emploi de ce programme doit devenir autosuffisant – la différence étant comblée par la valeur économique apportée par l'emploi. Le rendement moyen créé par un emploi de ce programme a régulièrement augmenté pour atteindre 5 000€ (6 040 dollars des États-Unis) par an. Jusqu'à présent, le reste – actuellement 5 000€) est payé par

des contributions à part égale des administrations locales et/ou des fonds gouvernementaux supplémentaires.

L'objectif de cette expérience est de tester si ce système est faisable à une échelle raisonnable. Ces cinq dernières années, 1 499 personnes ont obtenu un emploi dans le cadre de ce programme dans 10 territoires, et 500 d'entre elles ont ensuite pu trouver un emploi normal en dehors du programme. Il reste donc 999 participants autrefois chômeurs de longue durée qui sont employés par ce programme. En raison de la réussite de cette expérience, le programme a été élargi à 50 régions supplémentaires en France.

Contrôle et mise en œuvre

Au niveau national, le programme TZCLD est géré par deux organisations. La première est une organisation à but non lucratif créée en 2016 par la loi sur le programme, intitulée Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée (ETCLD). Cette organisation agit comme intermédiaire entre le gouvernement et les projets locaux du TZCLD dans les territoires. C'est l'organe grâce auquel les projets individuels du TZCLD sont financés, soutenus et supervisés. La deuxième organisation est une organisation de la société civile simplement appelée TZCLD qui fait de la publicité pour ce programme, analyse les performances des projets existants, et prépare de nouveaux territoires éventuels à leur inclusion dans le programme.

Au niveau des territoires, la mise en œuvre des projets TZCLD se fait en suivant strictement la méthodologie prescrite:

- (i) Un comité local pour l'emploi est mis en place pour administrer le projet et faire des rapports sur ses progrès à l'ETCLD et au TZCLD. Ce comité est constitué de toutes les parties

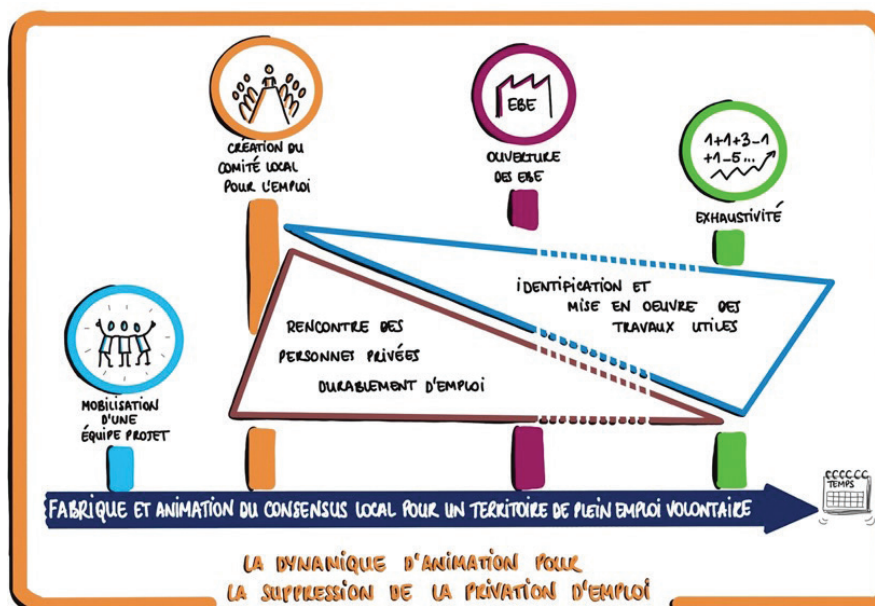
prenantes intéressées (des entreprises, des organisations de la société civile, des personnes, etc.) et de toutes les autorités locales concernées. Un processus de consultation est mis en place au sein du comité de direction pour atteindre un consensus sur les besoins de la communauté locale qui ne sont pas remplis et quel type de travail productif doit être mis en place pour répondre à ces besoins.

- (ii) Avec l'assistance des autorités locales, le comité identifie ensuite les travailleurs éligibles (les chômeurs de longue durée du territoire) et les contacte pour leur offrir une place. Ce programme est totalement volontaire. Il existe ensuite un processus de consultation avec les participants potentiels pour déterminer les compétences qu'ils ont déjà et celles qu'ils souhaiteraient développer. Ces deux consultations permettent de choisir le type de travail auquel le TZCLD local va contribuer, de préférence en faisant correspondre les besoins de la communauté et les compétences et le développement des compétences souhaité par les participants potentiels, en tenant compte du potentiel d'atteindre une autonomie économique et financière.

- (iii) Enfin, le comité établit au moins une entreprise à but d'emploi (EBE) pour mettre en œuvre ce travail. Une organisation à but non lucratif peut choisir de s'enregistrer en tant que EBE, sinon, le TZCLD en crée une. C'est à travers ces entreprises à but d'emploi que les participants au projet sont formellement employés.

Au niveau du financement, l'ETCLD a obtenu la permission, dans le cadre de la loi de 2016 sur le TZCLD, d'avoir accès aux fonds du budget national de l'assurance chômage – uniquement pour rémunérer les participants. En conséquence, l'ETCLD contribue à hauteur de 18 000 euros par an et par participant employé dans les territoires. Durant les premières

► Diagramme



Un résumé des programmes publics d'emplois, de relance des infrastructures et des études de cas de programmes de travaux publics

Caractéristiques des emplois

Le travail entrepris dans le cadre du TZCLD s'adapte aux besoins du territoire local. Une pluralité d'emplois TZCLD – 43% – contribuent d'une certaine façon à la transition écologique de la France.

On trouve parmi les travaux dans le cadre du TZCLD du travail agricole, la gestion de magasins d'aide alimentaire, la solidarité pour la mobilité – aider les gens qui ne peuvent pas se payer le transport ou vivent trop loin de la ville la plus proche pour accéder aux services médicaux etc. – et la fourniture de services généraux aux entreprises locales, aux organisations et aux personnes.

Les territoires du TZCLD

Territoire de la Métropole européenne de Lille
Nord

Territoire de Colombelles
Calvados

Territoire de Pipriac et Saint-Gantons
Ille-et-Vilaine

Territoire de Mauléon
Deux-Sèvres

Territoire de Thiers
Puy-de-Dôme

Territoire du Pays de Colombey et du Sud Toulinois
Meurthe-et-Moselle

Territoire de Paris 13^e
Paris

Territoire de Loire Nièvre et Bertanges
Nièvre

Territoire de Villeurbanne-Saint-Jean
Rhône

Territoire de Jouques
Bouches-du-Rhône

années d'un projet TZCLD sur un territoire, l'ETCLD apporte également une subvention supplémentaire allant jusqu'à 5 000€ pour soutenir l'emploi du TZCLD jusqu'à ce qu'il arrive à la durabilité économique. Le nombre de participants – et donc le budget du TZCLD – n'est pas plafonné. Toutefois, ces fonds ne couvrent pas le coût des investissements. Les projets locaux du TZCLD doivent donc s'appuyer sur les contributions volontaires des gouvernements locaux et du secteur privé. C'est également le cas de l'équipe nationale de gestion de l'ETCLD dont le financement repose sur un partenariat privé.

Lorsque le comité local décide du travail que le projet local TZCLD va entreprendre, le principe directeur consiste à créer des «emplois supplémentaires». Le comité local doit veiller à ne pas créer d'emplois qui vont avoir un effet d'éviction ou de réduction des emplois existants dans la communauté.

Enfin, même si les travailleurs TZCLD sont essentiellement financés par le gouvernement français, ils ne sont pas des fonctionnaires. Leur employeur est l'entreprise à but d'emploi pertinente, créée en tant qu'organisme à but non lucratif. En conséquence, les travailleurs TZCLD ont droit à tous les droits des travailleurs normaux inscrits dans la législation française, notamment au salaire minimum et aux autres avantages pertinents.

Expansion

La loi initiale adoptée en 2016 prévoyait que le programme TZCLD porterait sur dix territoires pour une période de cinq ans, jusqu'en 2021. Les résultats préliminaires ont été suffisamment prometteurs pour justifier un élargissement de ce dernier, ce qu'a fait le gouvernement français. Le 20 décembre 2020: une deuxième loi sur le programme TZCLD a été adoptée par l'organe législatif français. La loi établit les dispositions suivantes:

Les projets actuels du TZCLD vont se poursuivre pour cinq années supplémentaires. Les 10 territoires seront rejoints par 50 nouveaux territoires, avec un amendement qui autorise d'autres territoires à les rejoindre lorsqu'ils auront rempli les critères de sélection pertinents. Il y aura un créneau de trois ans pour que les territoires postulent, soient choisis et que le TZCLD soit installé sur ces nouveaux territoires. Le choix sera en dernier lieu opéré par le ministre français du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Dans le cadre de la loi de 2016, la contribution financière des gouvernements locaux au TZCLD était entièrement volontaire. Dans le cadre de la nouvelle loi, la contribution pour couvrir les coûts de capitaux et les autres coûts est obligatoire. La loi

Un résumé des programmes publics d'emplois, de relance des infrastructures et des études de cas de programmes de travaux publics

inscrit le rôle central des comités locaux de direction pour la gestion et l'administration des projets TZCLD locaux.

La nouvelle loi reconnaît deux concepts sociologiques essentiels : «les personnes durablement privées d'emploi » et le «caractère supplémentaire des emplois» (au sens dont nous avons parlé auparavant).

Les textes de loi régissant la phase suivante du TZCLD doivent être publiés entre janvier 2021 et juin 2021. Les premiers nouveaux projets des TZCLD devront être mis en œuvre dans la deuxième moitié de l'année 2021.

Les échos du terrain

► «J'ai été l'une des salariées recrutées à Emerjean. Au début on n'y croyait pas vraiment. J'ai un diplôme universitaire mais j'ai eu beaucoup de mal à m'insérer dans le monde des entreprises. J'ai subi des discriminations et je me demandais si je pourrais jamais m'intégrer dans le monde du travail français... C'est un résident local qui m'a parlé d'Emerjean et m'a proposé de faire du tutorat dans ce contexte. Je m'étais dit depuis longtemps qu'il faudrait faire quelque chose pour les enfants défavorisés de cet endroit, parce qu'ils ne peuvent pas toujours se payer des cours privés. Avec l'EBE, je suis face à des gens qui sont humains, gentils, qui croient en moi, en mes capacités, en mes compétences. Ça fait beaucoup de bien!»

► [Halima Zagar] / participante au TZCLD / salariée de l'EBE Emerjean à Villeurbanne.

► «J'ai eu un accident en 2000 qui m'a laissé paralysé du côté gauche, mais j'ai récupéré ma capacité à marcher et à parler. J'étais chauffeur de camion et conduire est ma passion. Quand on m'a offert la chance de faire du transport interne dans le cadre de l'EBE de Mauléon, j'étais ravi. J'ai été embauché à Esiam en novembre 2017 et depuis je conduis les salariés qui n'ont pas de permis de conduire qui doivent se déplacer. J'utilise ma voiture, qui a une transmission automatique et des commandes au volant, et l'entreprise me rembourse les frais kilométriques. J'ai commencé à temps partiel parce que j'avais peur de ne pas pouvoir faire plus, mais je vais bientôt passer à temps plein car ça va très bien.»

► [Éric Touzé] / participant au TZCLD / salarié de l'EBE Mouléon à Calais

Liens

Sites publics officiels: <https://www.tzcld.fr/>

<https://etclld.fr>

Kazakhstan / Feuille de route pour l'emploi 2020-2021



Travailleurs dans une usine produisant des objets dans le cadre du programme Feuille de route pour l'emploi 2020-2021 (Crédit: Kazinform)

- **Type:** Relance par les travaux publics
- **Organismes de mise en œuvre:** Gouvernement du Kazakhstan
- **Date de début:** 2020
- **Budget:** 2.4 milliards de dollars des États-Unis (0.5 % du PIB)
- **Financement:** budget du gouvernement
- **Nombre d'emplois à créer:** 500.000-1.000.000 (5 à 10% de la main d'œuvre)
- **Groupe cible:** 50% des travailleurs doivent être inscrits en tant que chômeurs
- **Date de fin:** 2021

Contexte

Le Kazakhstan, ancien état soviétique, s'est battu pour développer son économie dans les années 1990, et pour devenir une nation indépendante après l'effondrement de l'Union soviétique. Le PIB de ce pays a connu durant la décennie qui a suivi une croissance impressionnante, qui a facilité la transition de ce pays du statut de pays à revenu intermédiaire inférieur à celui de pays à revenu intermédiaire supérieur en 2006. Ces progrès ont été permis par certaines des caractéristiques de ce pays. Le Kazakhstan est riche en ressources pétrolières et minérales tout en étant une des nations les moins peuplées qui dispose de bonnes conditions et de ressources pour le développement agricole. Ce pays sert de plus en plus de lien entre les grands marchés en développement de la Chine et de l'Asie du Sud, et ceux de l'Europe occidentale et de la Russie. Les ressources et les biens peuvent être transportés par la route, le rail et le port sur la mer Caspienne.

Toutefois, la crise financière mondiale de 2008 a remis en cause la durabilité du modèle de croissance du Kazakhstan. Avec la baisse des prix du pétrole, une absence d'investissements et la lenteur des progrès vers un état efficient et transparent, le pays s'est trouvé confronté à un grand nombre de problèmes économiques qui ont ralenti sa croissance.

Depuis 2011, le Kazakhstan a annoncé à plusieurs reprises divers programmes d'emploi et dépensé 800 milliards de Tenge kazakh (KZT) (1,9 milliard de dollars des États-Unis) de son budget, le dernier étant le programme «Enbek», dont l'objectif est d'insérer les chômeurs sur le marché du travail et d'aider les microentreprises grâce à des options de financement. Cependant, une décennie après la mise en œuvre de ces programmes, la situation du marché du travail n'a guère évolué dans ce pays, et ces programmes ont été critiqués pour la limitation de leur impact sur le long terme, leur manque de durabilité, la corruption et l'inefficacité de leur gestion.

Devant l'impact du COVID-19 dans le pays en 2020, qui menaçait les emplois de 2,7 millions de travailleurs (30% des personnes en emploi) dans des industries à haut risque, le gouvernement est intervenu en allouant 1 800 milliards de KZT (4,2 milliards de dollars des États-Unis) au nouveau programme actualisé «Une feuille de route pour l'emploi 2020-2021 » qui cherche également à prendre sous son égide les participants de l'ancien programme «Enbek», maintenant disparu.

Résumé de l'intervention

Cette feuille de route consiste à investir massivement dans des infrastructures, avec pour objectif de commencer à travailler sur 7 000 projets dans le pays en 2020. Certains de ces projets comprennent des travaux à grande échelle pour moderniser les infrastructures de transport, faire des réparations petites ou grandes, reconstruire et construire des installations socio-culturelles, des logements, des services de distribution et un redéveloppement des communautés.

Cette feuille de route est mise en œuvre avec des quotas en ce qui concerne l'utilisation du matériel et de la main d'œuvre. Au moins 90% des biens, des travaux et des services nécessaires à ces projets doivent être achetés auprès de producteurs

nationaux, et la moitié des employés doivent être recrutés par les centres d'emploi. Même si on met l'accent sur les jeunes qui cherchent un emploi, il n'y a pas de quota officiel dans ce domaine.

Caractéristiques des emplois

Les entrepreneurs sont obligés de respecter et de fournir des conditions sanitaires et de travail sûres pour tous les employés qui travaillent sur les sites, ainsi que des équipements de protection. Les informations sur les salaires et les conditions de travail ne sont pas disponibles.

Impact

En Septembre 2020, 6 295 projets avaient démarré leurs travaux dans le pays, ce qui indique que l'objectif de 7 000 projets pour 2020 sera atteint et qu'il n'y a pas de retard dans la mise en œuvre. 165 000 personnes ont déjà été salariées d'un projet et ont gagné un revenu conforme à la prévision; leur nombre est censé atteindre 255 000 d'ici la fin 2020. Environ 300 de ces projets vont créer de nouveaux emplois permanents, le nombre total d'emplois permanents à créer est estimé à 100 000.

Liens

Annonces officielles du premier ministre du Kazakhstan: <https://primeminister.kz/en/news/2021-zhyly-300-mlrd-tenge-zhumyspen-kamtudyn-zhol-kartasy-zhuzege-asyruga-bagyttalady-2544538>

<https://primeminister.kz/en/news/zhumyspen-kamtudyn-zhol-kartasynda-basty-nazar-turakty-zhumys-oryndaryn-kuruga-audaryldy-kr-ehakm-254137>

Kenya/ National Hygiene Program (Programme national pour l'hygiène)



National Hygiene Program, SDHUD Kenya

- **Type:** Programme public d'emploi (en réponse au Covid-19)
- **Organismes de mise en œuvre:** Ministère du logement et du développement urbain (SDHUD)
- **Date de début:** 2020
- **Budget:** 10 milliards de Shillings kenyans KES (92 millions de dollars des États-Unis) | 0,9% du PIB
- **Financement:** Budget du gouvernement, Banque mondiale
- **Nombre d'emplois à créer:** 283 210 (durée de l'emploi: 6,5 mois) en travaillant par équipes mensuelles de 11 jours | 1,4% de la main d'œuvre
- **Groupe cible:** les jeunes chômeurs dans les bidonvilles
- **Date de fin:** 2021

Contexte

Au Kenya, les villes et les zones urbaines hébergent 27,5% de la population. Ce chiffre augmente rapidement. Ces dix dernières années, la population urbaine du Kenya a augmenté d'environ 4,2% par an – ce qui en fait l'un des pays qui s'urbanise le plus rapidement dans la région. Malheureusement, ce changement est tellement rapide qu'il a largement dépassé la capacité du gouvernement kenyan et des autorités locales à le contrôler. Cela s'est traduit par une prolifération de bidonvilles. Dans le Kenya contemporain, environ 60% de la population urbaine du pays vit dans des bidonvilles. Ce chiffre s'élève jusqu'à 80% dans certaines villes.

Afin d'améliorer l'habitabilité de son réseau de bidonvilles, le gouvernement kenyan a lancé en 2004, en partenariat avec ONU-Habitat et d'autres partenaires, le programme d'amélioration des bidonvilles du Kenya (Kenya Slum Upgrading Program KENSUP). À cette initiative s'est ajouté en 2011 un nouveau projet d'amélioration des bidonvilles (Kenya Informal

Settlements Improvement Project KISIP) en partenariat avec la Banque mondiale, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) et l'Agence française de développement (AFD). Ces programmes, gérés par le ministère du logement et du développement urbain (SDHUD) ont obtenu des résultats importants pour recenser et planifier la croissance des principaux bidonvilles, et ont mis en place des projets d'infrastructures sociales et physiques, ainsi que la construction de logements.

Lorsque le premier cas de COVID-19 a été confirmé le 12 mars 2020, le gouvernement kenyan a immédiatement réagi et adopté des mesures pour endiguer la propagation du virus dans le pays. Dans tous les établissements scolaires et de formation, l'enseignement en présentiel a été suspendu et les élèves ont dû rentrer chez eux pour attendre de nouvelles informations. Les bureaux de l'administration et les entreprises ont été encouragés, lorsque c'était possible, à autoriser leurs employés à travailler depuis chez eux. Dans les régions les plus densément peuplées – les villes comme Nairobi et Mombasa,

avec de grands bidonvilles – des mesures plus strictes, comme des confinements, ont été instaurées.

Comme dans bien d'autres pays, ces efforts pour contenir la propagation du virus ont mis à mal l'économie du Kenya. Le taux de croissance du pays, qui dans les cinq dernières années, était en moyenne de 5,7%, a augmenté de seulement 1,5% en 2020. Pour les communautés qui vivent dans des bidonvilles – qui sont déjà confrontées à des niveaux de pauvreté particulièrement élevés et à un chômage endémique – ces confinements ont eu un impact particulièrement négatif, car plus de 300 000 kenyans ont perdu leur emploi. D'après une enquête, à Kibera, un quartier de Nairobi avec l'un des plus grands bidonvilles d'Afrique, 90% des résidents ayant de faibles revenus ont déclaré qu'ils avaient perdu leur revenu familial à cause du COVID-19.

Description de l'intervention

En réponse, le gouvernement Kenyan a lancé le programme national pour l'hygiène – que l'on appelle localement «Kazi Mtaani», ce qui peut se traduire par «des emplois dans notre quartier» – un grand programme de travaux publics destiné à aider les jeunes sans emploi dans les bidonvilles. Dans le cadre de ce programme, les résidents sont recrutés pour entreprendre des projets dans leur bidonville et autour de lui, pour améliorer l'environnement, la fourniture de services, les infrastructures, et donner des opportunités de création de revenus.

La première phase du Kazi Mtaani a servi de programme pilote, d'avril à juin 2020, et a donné un emploi à 26 148 personnes. Chacun des participants a été employé 22 jours, et a reçu un salaire journalier de 600 KES (5,4 dollars des États-Unis). Ce programme a été mis en œuvre dans 29 bidonvilles situés dans 8 des 47 comtés du Kenya: Nairobi, Mombasa, Kiambu, Nakuru, Kisumu, Kilifi, Kwale et Mandera. 3 638 personnes supplémentaires ont été ajoutées lorsque les bidonvilles de Eastleigh à Nairobi et d'Oldtown à Mombasa ont été soumis à des restrictions de déplacement.

La deuxième phase de Kazi Mtaani a élargi le programme, à partir de juillet 2020, à 1 200 bidonvilles dans les 47 comtés du Kenya. Pour accueillir plus de personnes, les participants

ont été séparés en deux groupes, chacun des groupes travaillant 11 jours en alternance chaque mois. Dans la deuxième phase, le salaire des travailleurs a été réduit à 455 KES (4,1 dollars des États-Unis) par jour. Ce programme élargi emploie 283 210 personnes et fonctionnera pendant six mois et demi.

Contrôle et mise en œuvre

Ce programme est géré par le ministère du logement et du développement urbain (SDFUD); le recrutement est organisé par des comités de sélection locaux qui identifient les travailleurs appropriés. Ces comités de sélection comprennent:

- le leader du bidonville
- des comités exécutifs du bidonville (une structure existante liée au programme KISIP)
- les leaders Nyumba Kumi, un programme de politique communautaire
- des fonctionnaires de l'administration centrale (NGAOs)

L'enregistrement des travailleurs se fait au quotidien par les fonctionnaires des agences de supervision et est vérifié par les comités de sélection. Pour postuler, les candidats doivent être des citoyens kenyans de 18 à 35 ans et avoir une carte d'identité valide. Comme cela a déjà été mentionné, les dépenses du programme ont été réparties sur 2 périodes, comme le montre le tableau 3.

La supervision quotidienne des activités est réalisée par le personnel du service national de la jeunesse – un programme de travail bénévole et d'éducation pour les jeunes citoyens kenyans – ainsi que par Nyumba Kumi, le programme de politiques communautaires. Ces superviseurs reçoivent les instructions des responsables techniques des différentes agences de mise en œuvre, comme l'autorité des voies urbaines du Kenya (KURA) et l'autorité des routes rurales du Kenya (KeRRA) qui ont établi des normes pour les activités de débroussaillage et de drainage des canalisations, par exemple. Pour le ramassage des ordures, les comités exécutifs du comté et les gestionnaires municipaux fournissent des conseils supplémentaires. Les superviseurs veillent à ce que les horaires de travail, la sécurité et les normes de qualité soient respectées.

► Tableau 3. Aperçu du programme Kazi Mtaani

Phases	Autorité de mise en œuvre	Budget total	Total d'emplois à créer	Types de travaux entrepris
Phase I	Ministère du logement et du développement urbain	5,7 millions de dollars des États-Unis	29 786	Nettoyage des rues, des chemins d'accès, fumigation, désinfection, ramassage des ordures, débroussaillage et nettoyage des systèmes d'évacuation
Phase II	Ministère du logement et du développement urbain	92 millions de dollars des États-Unis	283 210	Améliorer les installations sanitaires publiques, créer ou paver les allées, construire des jardins communautaires et des parcs, et réparer les édifices publics comme les bureaux et les écoles maternelles.
Total		97,7 millions de dollars des États-Unis	312 996	

La première phase du programme Kazi Mtaani a été financée par les dotations existantes du KISIP et du ministère de l'amélioration des bidonvilles (SUP), qui sont gérées par le SDHUD. La production de masques pour le visage a été financée, dans le cadre de la première phase, par le ministère du pétrole par le biais de l'entreprise Kenya Pipeline Company (KPC) qui a travaillé avec le NYS pour produire un million de masques. La deuxième phase du programme Kazi Mtaani a été financée par le gouvernement national, avec l'aide de la Banque mondiale à hauteur de 740 millions de KES (6,75 millions de dollars des États-Unis); les gouvernements locaux ont aussi fourni des outils, du matériel et des équipements à chaque fois que c'était possible.

Caractéristiques des emplois

Les emplois créés dans le cadre du Kazi Mtaani sont des emplois à court terme (jusqu'à six mois et demi). Durant la phase 2, les salaires étaient de 455 KES (4,09 dollars des États-Unis) par jour pour les travailleurs et de 505 KES (4,53 dollars des États-Unis) par jour pour les superviseurs – ces chiffres sont supérieurs au salaire minimum le plus bas dans le secteur pour la main d'œuvre non qualifiée. Toutefois, comme les salaires minimaux diffèrent entre les villes, les villages et les zones rurales du Kenya, le programme paie moins que le salaire minimum local dans les principales zones urbaines où sont situés les plus grands bidonvilles.

Le travail réalisé dans le cadre de Kazi Mtaani est très variable en fonction des projets et des lieux. Même si le programme ciblait explicitement les jeunes qualifiés et non qualifiés, le travail consiste généralement en un travail manuel faiblement qualifié réalisé à l'extérieur. Au départ, ce programme ne fournissait pas de masques ni d'équipements personnels de protection comme des gants, des bottes ou des vêtements de protection, et s'en remettait aux équipements existants disponibles auprès des gouvernements locaux. Toutefois, après les protestations persistantes des jeunes pour avoir un meilleur équipement, le ministère de la santé a fourni aux participants des masques et des gants en Août, soit 1 mois après le démarrage du projet. Les travailleurs devaient toujours utiliser leurs propres vêtements. Ce programme ne comprend pas de formation explicite.

Les salaires du programme sont payés par le biais de M-Pesa – un service de transfert d'argent par téléphone mobile – ce qui implique que les participants doivent avoir un compte M-Pesa enregistré auprès d'un numéro de téléphone mobile vérifiable pour pouvoir être enregistré dans le programme. Notamment, les éléments du compte M-Pesa correspondant au participant doivent être les mêmes que les éléments figurant sur leur carte d'identité.

L'accueil du programme

Kazi Mtaani a été généralement bien accueilli par les communautés locales. Ce programme a considérablement réduit les crimes et la consommation de drogue, amélioré la propreté et obligé les fonctionnaires du gouvernement à interagir avec les travailleurs dans les communautés – en étant parfois impliqué dans les exercices de nettoyage. Ce programme a aussi été particulièrement adopté par les femmes – qui, au moins au départ, représentaient la majorité des postulants à ce programme.

Toutefois, ce programme n'a pas été exempt d'oppositions. Des préoccupations ont été exprimées par les jeunes éligibles au sujet du népotisme et du tribalisme dans le processus de recrutement. Il y a également eu des retards de paiement et plusieurs cas allégués de travailleurs qui ont été sous-payés, à la grande frustration des participants. Cela a induit de nouvelles accusations de mauvaise gestion et de corruption. Dans une déclaration sur ce sujet, le secrétaire principal du SDHUD, a toutefois expliqué que la première vague de paiements avait été correctement effectuée pour 92% des travailleurs enregistrés, les 8% restant ayant des problèmes d'enregistrement. Début novembre, 99% des travailleurs enregistrés avaient été correctement payés.

Au parlement du Kenya, ce programme a également reçu des critiques pour sa mise en œuvre précipitée, en plus d'accusations d'avoir été mal planifié. Des préoccupations se sont élevées au sujet de frictions qui pouvaient être créées par le programme entre les jeunes qui avaient réussi à s'inscrire et ceux qui n'avaient pas pu. Il y a eu cependant des appels des travailleurs du Kazi Mtaani pour demander la prolongation de leur contrat ou l'obtention d'un contrat permanent pour leur permettre de continuer à nourrir leur famille.

Les échos du terrain

► «J'avais épuisé toutes mes économies pour acheter de la nourriture à ma famille parce que toutes les entreprises avaient été obligées de fermer pour contenir la propagation de la pandémie et veiller à ce que tout le monde soit en sécurité. C'était vraiment très difficile de nourrir ma famille jusqu'à ce que j'aie la chance d'être sélectionnée comme superviseuse pour le programme Kazi Mtaani.»

► Evelyn Bosire / superviseuse Kazi Mtaani / municipalité de Nyamira, Kenya

Liens

Site officiel du gouvernement: <https://housingandurban.go.ke/national-hygiene-programme-kazi-mtaani/>

Mexique / *Sembrando vida (Semer la vie)*



Sembrando Vida (Semer la vie), Ministère de la protection sociale

- **Type:** Programme d'emploi public/ Aide aux petits agriculteurs assortie d'une obligation de travailler
- **Organismes de mise en œuvre:** Ministère de la protection sociale, Commission nationale des forêts, Ministère de l'environnement et des ressources naturelles
- **Date de début:** 2019
- **Budget:** 28,7 milliards de pesos mexicains MXN (2,1 milliards de dollars des États-Unis) | 0,11% du PIB
- **Financement:** Budget du gouvernement
- **Nombre d'emplois à créer:** 430 000 | 0,7% de la main d'œuvre
- **Groupe cible:** les petits agriculteurs classés comme pauvres et/ou vulnérables, notamment dans la partie plus pauvre du Sud du Mexique

Contexte

Au Mexique, les villes, les bourgs et les autres zones urbaines hébergent maintenant 80% de la population du pays. Toutefois, la concentration de plus en plus grande des opportunités économiques dans ces lieux s'est faite au détriment des zones rurales où se trouvent 97% des 192 000 localités du pays et où les opportunités déclinent – alors que la population rurale continue de grossir. Ce fossé s'inscrit dans la géographie, la croissance dans le Nord industrialisé du Mexique progressant plus rapidement que dans le Sud moins développé, ce qui se traduit par l'un des plus hauts niveaux d'inégalités de richesse et de revenus de l'OCDE. En termes de pauvreté, 41,9% de la population du Mexique était considérée comme pauvre de façon multidimensionnelle lors des

dernières mesures en 2018, soit un total de 52,43 millions de gens. Depuis lors, la croissance du Mexique a été anémique, et s'était contractée durant 4 trimestres sur 5 jusqu'au 1 janvier 2020, ce qui suggère que la situation a probablement empiré depuis.

Le premier cas de COVID-19 au Mexique a été confirmé le 28 février 2020. Le gouvernement fédéral a mis du temps à réagir, résistant aux appels demandant à ce que des mesures soient prises pour stopper la progression du virus, même lorsque les états et les gouvernements locaux ont commencé à instaurer de fortes restrictions. Le 30 mars, le gouvernement a cédé et a décrété l'état d'urgence national pour un mois, avec des directives sanitaires strictes, qui suspendaient toutes les activités non essentielles et demandaient aux gens de rester chez eux. Ces mesures ont ensuite été prorogées

jusqu'au 30 mai. Le reste de la réponse sanitaire du Mexique a été insuffisant, avec un faible nombre de tests du COVID-19 jusqu'au milieu du mois de juin. Cette situation a causé l'échec de la tentative pour arrêter le virus, et le nombre de cas a régulièrement augmenté jusqu'à un pic temporaire en août. La situation a empiré à cause de l'insistance du président mexicain, Andrés Manuel López Obrador (AMLO) pour minimiser la menace du virus. Pendant la plus grande partie de la pandémie, le nombre total de décès dus au COVID-19 au Mexique était supérieur à celui de tous les autres pays à l'exception des États-Unis et du Brésil, et ce n'est que plus tard que les chiffres de décès de l'Inde ont dépassé ceux du Mexique.

Comme dans un grand nombre de pays, les efforts du gouvernement pour réduire la propagation du virus ont bouleversé l'économie. Le fait que les restrictions n'ont eu que peu d'effets pour prévenir l'une des pires épidémies dans le monde n'a fait qu'aggraver la crise. Le pays a reçu un coup supplémentaire lorsque – contrairement à tous les avis des économistes – le président du Mexique a choisi de poursuivre ses mesures d'austérité, en réduisant systématiquement toutes les dépenses publiques. En 2020, il est prévu une contraction de 10,2% de l'économie mexicaine.

Description de l'intervention

En dépit des grandes mesures d'austérité, l'un des rares programmes qui a vu son budget augmenter en pleine crise économique due au COVID-19, a été le grand programme forestier du Mexique, Sembrando Vida (Semer la vie). Ce projet a été lancé par le président le 31 janvier 2019, afin de faire revivre l'économie rurale du Mexique et de restaurer l'environnement.

Dans le cadre de ce programme, les résidents ruraux qui ont accès à une petite parcelle de terre sont éligibles pour recevoir du gouvernement fédéral un soutien pour se lancer dans le secteur de l'agroforesterie. Par le biais d'un processus concurrentiel d'appel à candidatures, et après avoir été sélectionnés par un technicien local, les bénéficiaires du programme Sembrando vida reçoivent de jeunes plants/de jeunes arbres, les outils appropriés et un soutien financier mensuel (avec

une obligation d'épargne) afin de produire un mélange défini de cultures traditionnelles, de fruits et d'arbres produisant du bois d'œuvre.

La première phase de Sembrando Vida s'est déroulée durant l'année 2019. 13,2 milliards de Pesos mexicains MXM (660 millions de dollars des États-Unis) lui avaient été alloués; l'objectif était d'employer 230 000 personnes et de planter 575 millions d'arbres. En octobre 2019, le président a indiqué que le programme avait réussi à employer 229 091 personnes – 99,6 % de son objectif d'emploi – et était présent dans 8 états: Chiapas, Campeche, Durango, Quintana Roo, Puebla, Yucatan, Tabasco et Veracruz. La deuxième phase du programme devait s'étaler sur 2020. En avril 2020, le président a confirmé que ce programme recevrait 28,7 milliards de MXN supplémentaires (1,4 milliard de dollars des États-Unis) et s'étendrait à 11 états supplémentaires, en employant 200 000 personnes de plus. En novembre 2020, le ministère de la protection sociale a publié que Sembrando Vida avait réussi à employer 420 256 personnes.

Ce programme cherche ainsi à soutenir la production rurale et l'autosuffisance économique, pour jouer un rôle dans la restauration de l'environnement du Mexique et lutter contre la déforestation, promouvoir une culture de l'épargne dans les zones rurales, et aider à réparer le tissu social qui s'effiloçait dans les campagnes de la nation.

Contrôle et mise en œuvre

Ce programme est géré sous les auspices du ministère de la protection sociale, en collaboration avec la Commission nationale des forêts, le ministère de l'environnement et des ressources naturelles et par les militaires. Au sein du ministère de la protection sociale, Sembrando Vida est supervisé par un comité technique présidé par le sous-secrétaire d'état à la planification et à l'évaluation du développement rural.

D'un point de vue géographique, ce programme a été mis en œuvre dans 19 des 31 états du Mexique, séparés en quatre régions définies dans le tableau ci-dessous. Chaque région devrait mettre en culture entre 150 000 et 250 000 hectares

► Tableau 4. Aperçu du programme Sembrando Vida

Phases	Autorité de mise en œuvre	Budget total	Nombre total d'emplois à créer	Types de travaux entrepris
Phase I	Ministère de la protection sociale, Commission nationale des forêts, Ministère de l'environnement et des ressources naturelles	660 millions de dollars des États-Unis	230 000	Cultiver des cultures traditionnelles, établir la production de fruits et planter des arbres produisant du bois d'œuvre
Phase II	Ministère de la protection sociale, Commission nationale des forêts, Ministère de l'environnement et des ressources naturelles	1,4 milliards de dollars des États-Unis	200 000	Cultiver des cultures traditionnelles, établir la production de fruits et planter des arbres produisant du bois d'œuvre
Total		2,1 milliards de dollars des États-Unis	430 000	

► **Tableau 5. Répartition géographique**

Région	États qui la composent
(i) Veracruz-Huastecas	Acayucan, Papantla, Córdoba, Huejutla et Ciudad Valles
(ii) Oaxaca-Chiapas	Palenque, Ocosingo, Pichucalco, Tapachula et Matías Romero
(iii) Tabasco-Péninsule	Comalcalco, Teapa, Balancán, Xpujil et Othón P. Blanco.
(iv) Altiplano-Pacifique	Badiraguato, Atoyac, Tecmán, Huajapan de León, Compostela et Durango.

– soit un total d'1 million d'hectares. Chacune des régions est administrée par le coordinateur régional, et le programme est ensuite administré par 13 autres coordinateurs territoriaux, 5 spécialistes des affaires sociales et de la production, 230 facilitateurs des communautés, 1 150 techniciens sociaux, 1 150 techniciens de production et des participants au programme «Les jeunes qui construisent l'avenir» du Mexique, un programme de formation en cours d'emploi pour la jeunesse mexicaine.

Au premier trimestre de chaque année, les agents chargés de la mise en œuvre devaient organiser des assemblées dans les territoires participants – notamment dans les ejidos mexicains, les terres dont la communauté est propriétaire – pour présenter le programme et ses critères d'éligibilité aux résidents ruraux. Pour être éligible au programme, les bénéficiaires doivent (i) vivre dans une localité rurale, (ii) avoir plus de 18 ans, (iii) avoir 2,5 hectares de terre disponible pour y travailler sur le projet d'agroforesterie (que ce soit une propriété personnelle ou communale, ou un accord de partage des récoltes), et (iv) vivre en dessous du niveau de bien-être rural défini par le Mexique.

Pour candidater, les bénéficiaires potentiels doivent (i) envoyer une copie signée du formulaire de candidature pour le programme, avec (ii) une copie originale de leur document d'identité, (iii) les documents relatifs à la propriété des 2,5 hectares à mettre en culture, et (iv) une lettre d'engagement acceptant de respecter les différentes dispositions du programme. Les groupes suivants étaient prioritaires pour la sélection:

- Les personnes qui ont deux personnes financièrement dépendantes d'elles ou plus
- Les jeunes (âgés de 18 à 29 ans)
- Les femmes indigènes ou afro-mexicaines
- Les hommes indigènes ou afro-mexicains
- Les femmes non indigènes

Ce programme prévoit que les femmes doivent constituer au moins 30 % de son personnel technique et de ses participants. En novembre 2020, 29,9% des 420 256 participants enregistrés étaient des femmes, soit un peu moins que le taux exigé.

Après leur candidature, les postulants passent par un processus de pré-enregistrement. Les éléments de leur candidature sont confirmés par la visite d'un technicien de Sembrando

Vida, de nouveaux éléments physiques et socioéconomiques sont enregistrés dans le registre et la base de données en ligne. 20 jours civils sont dévolus à ce processus chaque mois – qui se terminent par une confirmation du registre final le 20 du mois – après quoi les candidats reçoivent la notification de la réussite ou de l'échec de leur candidature.

Caractéristiques des emplois

Les emplois de l'agroforesterie créés dans le cadre du programme Sembrando Vida sont destinés à être permanents, et le programme doit se poursuivre indéfiniment. En acceptant ce programme, le participant doit présenter un plan de travail mensuel qui fait l'objet d'un accord entre lui et les techniciens sociaux et ceux de la production. Ce plan de travail doit comporter: des objectifs, des buts et des activités, avec une série de dates butoir claires et l'identification des parties responsables. Le plan doit être écrit et imprimé ou sous forme électronique. Une fois le plan de travail finalisé, le participant est censé réaliser au moins 80% des activités inscrites dans le plan et être en mesure de démontrer à ses techniciens respectifs que le travail a bien été fait. Si le participant ne remplit pas ces exigences, ses avantages lui seront retirés.

Si par contre les participants du programme Sembrando Vida remplissent leurs obligations, ils reçoivent un soutien financier sous la forme d'un paiement de 5 000 MXN (250 dollars des États-Unis) par mois. Ce chiffre est bien supérieur au salaire minimum au Mexique. Les paiements sont transférés électroniquement, sur une carte de débit au nom du bénéficiaire. Il y a une obligation d'épargner au minimum 500 MXN (25 dollars des États-Unis) – soit 10% des paiements mensuels. Et la moitié de cette somme doit être déposée dans un dispositif d'épargne d'une institution financière. L'autre moitié va dans la caisse d'aide sociale du programme, un fonds d'investissement établi et supervisé par le Comité technique du programme. Une fois par mois, les bénéficiaires reçoivent une information actualisée sur leur épargne de la part de leur technicien social.

De plus, les participants au programme reçoivent un soutien en nature. Ils ont le droit de recevoir (i) des semences, des jeunes plants et de jeunes arbres qui ont été cultivés par des pépinières militaires qui participent en tant que partenaires du programme. On y trouve des acajous, des cèdres, des cacaoyers, des hévéas, des cannelliers et des corossoliers. Ces plants doivent être utilisés pour mettre en œuvre le

programme d'agroforesterie dans l'unité de production du bénéficiaire, et sont choisis en fonction des contraintes du climat et du sol de la région, et de la parcelle de terre, conformément au système d'agroforesterie conçu conjointement par le bénéficiaire et les techniciens respectifs chargés de la production. Ils ont également le droit de recevoir (ii) d'autres intrants de l'agroforesterie, comme des fertilisants, ainsi (iii) qu'un ensemble d'outils adaptés. Il y a des réductions pour les demandes de matériel destinées à la mise en place de (iv) pépinières dans la communauté, (v) de bio-manufactures et (vi) de centres de formation pour le programme Sembrando Vida.

Comme le travail est fait à l'extérieur et par les personnes sur leur propre parcelle de terre, il ne semble pas y avoir de directives spécifiques relatives au COVID-19 pour les participants au programme.

L'accueil du programme

L'accueil du programme a été mitigé, avec notamment des critiques de la part des grands médias. Au début de l'année 2020, la ministre de la protection sociale, Maria Luisa Albores, a révélé que sur les 575 millions d'arbres promis pour 2019, seuls 80 millions avaient réellement été plantés. Cette situation était en grande partie due à l'incapacité des pépinières

militaires à fournir le grand nombre de jeunes plans et de jeunes arbres nécessaires pour maintenir le rythme de la reforestation. Parmi ceux qui avaient été plantés, la ministre a suggéré qu'il était probable que seuls 50% d'entre eux avaient survécu. En outre, en décembre 2019, le programme a été contraint de se débarrasser de 17 000 participants après qu'on ait découvert qu'ils avaient réclamé des paiements alors qu'ils n'avaient effectué aucun travail.

On ne sait pas très bien non plus dans quelle mesure le programme se considère comme un programme environnemental. Contrairement aux autres programmes mexicains de reforestation – comme le programme ProÁrbol réalisé à la fin des années 2000 – il n'y a pas d'objectif visant à préserver les régions sauvages existantes ou à préserver des niveaux élevés de biodiversité au Mexique. En fait, ce programme semble avoir eu des conséquences indésirables en introduisant des incitations négatives pour l'environnement, car il y a eu des cas de participants qui ont brûlé des zones de forêt indigène pour répondre aux exigences du programme en matière de terre. D'après une étude fondée sur des images satellites, l'Institut des ressources mondiales estime que le programme a contribué à la perte de près de 73 000 hectares de couvert forestier en 2019, ce qui représente environ 11% des terres gérées par les participants de Sembrando Vida.

Les échos du terrain

► «C'est [Sembrando Vida] un très bon programme qui a aidé de nombreuses familles. Alors que beaucoup de producteurs quittaient les champs, on a maintenant une bonne expérience avec ce programme, en apprenant à prendre soin des plants et de la germination de différentes espèces de semences.»

► [Raquel del Carmen Suárez Dominguez] / participante d'Ejido Centenario Escarcega, Campeche

Liens

Sites officiels du gouvernement: <https://www.gob.mx/bienestar/acciones-y-programas/programa-sembrando-vida>
https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/603289/ROPS_Sembrando_Vida_28dic2020.pdf

Jeudi 18 mars 2021

Javier Warman, José Iván Zúñiga y Manuel Cervera 2021, Análisis de los impactos en las coberturas forestales y potencial de mitigación de las parcelas del programa Sembrando Vida implementadas en 2019, WRI Mexico, accès sur: <http://movilidadamable.org/WRIMexico/WRI%20México%20Análisis%20sobre%20los%20impactos%20ambientales%20de%20Sembrando%20Vida%20en%202019.pdf>

Nigéria / Economic Sustainability Plan (Plan de relance économique durable)



BOUNCING BACK: **NIGERIA ECONOMIC SUSTAINABILITY PLAN**



- **Type:** Relance après le Covid-19, général
- **Organismes de mise en œuvre:** Plusieurs ministères et agences gouvernementales
- **Date de début:** 2020
- **Budget:** 2 300 milliards de NGN (3,5 milliards de dollars) | 0,8% du PIB. Dont 1 300 milliards de NGN (3,5 milliards de dollars) alloués à de nouveaux programmes qui ont une composante de création d'emplois.
- **Financement:** Budget du gouvernement, contribution éventuelle de l'ONU et de donateurs
- **Nombre d'emplois à créer:** 10 millions d'emplois indirects; 1,1 millions d'emplois directs | 17.5% de la main d'œuvre
- **Groupes cibles:** plusieurs
- **Date de fin:** 2021 (TBC)

Contexte

Avec une population de 208,8 millions d'habitants, le Nigéria est la plus grande économie d'Afrique, l'état le plus peuplé et il héberge la troisième population la plus jeune dans le monde après l'Inde et la Chine. De 1995 à 2015, le pays a connu deux décennies de croissance économique ininterrompue, mais la forte chute des prix du pétrole de 2014 à 2016 a provoqué un ralentissement de son taux de croissance, et l'économie nigériane s'est essoufflée depuis. En conséquence, son taux de chômage a plus que doublé, en passant de 9% en 2015 à 22,5% en 2018. L'année dernière, le Nigéria est passé devant

l'Inde en devenant le pays qui a le plus grand nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté: 86,9 millions de personnes soit environ 44% de la population du pays. Au début de l'année 2020, un autre quart de la population nigériane, 53 millions de personnes, risquait de tomber dans la pauvreté.

Cette tendance au ralentissement de la croissance s'est accompagnée d'une situation persistante de fragilité de la sécurité au Nord du pays. C'est dans ce contexte que le président actuel du Nigéria, Muhammadu Buhari, a succédé à l'ancien président Goodluck Jonathan en 2015, et a été réélu

en 2019. Après 2015, les militaires nigériens, avec l'aide du Bénin, du Cameroun, du Tchad et du Niger, ont réussi à expulser le groupe islamiste extrémiste Boko Haram de plusieurs provinces du Nord-Est du Nigéria, mais ce groupe contrôle encore des poches de territoire d'où il continue à lancer des attaques contre la population civile et les militaires. Même dans les régions où Boko Haram a été expulsé, des bandits et d'autres groupes criminels représentent une menace pour le gouvernement du pays et ses forces de sécurité.

Le premier cas confirmé de Covid-19 au Nigéria a été signalé le 27 février 2020, et à partir de la mi-mars, le gouvernement nigérien a commencé à mettre en place des mesures pour endiguer la propagation du virus dans l'ensemble du pays. Les voyages ont été interdits, les écoles fermées et des confinements ont été institués dans certains états. Les états de Lagos, d'Ogun et le territoire de la capitale fédérale – l'état où se trouve la capitale Abuja – ont été les premiers à imposer un confinement, et d'autres états ont rapidement suivi. Malheureusement, dans le reste du pays, la réponse sanitaire a beaucoup laissé à désirer. Le pays a eu du mal à mettre en place le système de tests à l'échelle nécessaire pour assurer un suivi précis de la pandémie, avec un peu moins d'un million de tests – soit moins de 0,5% de la population du pays – testée au 31 décembre 2020. Cependant, comme dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, le nombre de cas quotidiens et le taux de mortalité semble être resté relativement faible, ce qui reflète la jeunesse exceptionnelle de la population du pays et de ce continent.

Même si le virus n'a pas frappé particulièrement durement les nigériens, l'économie du pays a été sévèrement touchée. Comme le pétrole représente 80% des exportations du pays, un tiers des crédits du secteur bancaire et la moitié des revenus du gouvernement, l'effondrement des prix du pétrole a fortement touché l'économie. Le FMI prévoit en 2020 une contraction de 3,5 % de l'économie du pays, et que 7 millions de nigériens supplémentaires seront tombés dans la pauvreté. Les jeunes ont été particulièrement touchés, et l'on craint de plus en plus que la détérioration des perspectives économiques pour la jeunesse nigérienne n'alimente encore plus les groupes islamistes extrémistes et plus largement l'agitation sociale.

Description de l'intervention

Le gouvernement a répondu en lançant le plan de développement économique durable, un paquet complet de mesures de relance économique destiné à aider l'économie nigérienne, développer la production, créer des emplois et sauver les échanges économiques. Ce paquet de mesures comprend seize programmes sectoriels, dont cinq sont conçus pour créer indirectement des emplois grâce à des investissements stratégiques dans certains secteurs de l'économie, et deux sont destinés à créer directement des emplois grâce à des travaux publics. La majorité des composantes de ce plan sont destinées à être mises en œuvre en 12 mois, avec un démar-

rage et des dates de fin échelonnées. Ce paquet a été adopté le 24 juin 2020.

Le programme qui a reçu le budget de plus élevé est un programme massif pour l'agriculture intitulé Programme d'agriculture pour l'alimentation et les emplois (Agriculture for Food and Jobs Program AFJP). Le gouvernement prévoit de stimuler l'installation de nouvelles petites exploitations agricoles pour améliorer l'approvisionnement alimentaire et créer plus de 5 millions d'emplois indirects. Le deuxième programme le plus grand (ii) est un programme massif de construction de logements, intitulé Programme national de logements sociaux (National Social Housing Program NSHP). Le gouvernement prévoit de subventionner la construction de 300 000 habitations, en créant 1,8 millions d'emplois indirects. Le plan de développement économique durable alloue également des fonds à (iii) un programme massif d'installations de centrales solaires, intitulé Solar Power Naija. Le gouvernement prévoit d'inciter les fournisseurs privés d'énergie solaire à installer 5 millions de nouvelles maisons solaires et de petites installations solaires hors réseau d'ici 2023, ce qui aurait un impact sur 25 millions de bénéficiaires et créerait 250 000 emplois indirects.

Le plan de développement économique durable alloue également des fonds au (iv) programme national de développement du gaz (NGEP), destiné à convertir 30 millions de foyers utilisant des carburants polluants (du kérosène, du charbon de bois et du diesel) au gaz de pétrole liquéfié (GPL) et à favoriser l'utilisation du gaz naturel comprimé (GNC). Le gouvernement espère que ce programme créera 2 millions d'emplois indirects. Le plan de développement économique durable prévoit également (v) une stratégie visant à développer les emplois dans la technologie, destinée à créer 1 million d'emplois indirects en formant les jeunes nigériens pour qu'ils puissent profiter des initiatives existantes dans l'économie numérique, notamment dans l'éducation, les loisirs, le commerce électronique, les services financiers, et le développement de logiciels. Cependant, il n'y a pas de fonds spécifiques alloués à cette stratégie.

Le plan de développement économique durable finance également (vi) un programme massif de construction et de réhabilitation des routes. Avec un objectif de travaux à haute intensité de main d'œuvre, ce programme portera sur la construction et l'entretien des autoroutes, des routes, des ponts fédéraux et des interventions sur des routes dans les institutions tertiaires fédérales de l'ensemble du pays. Le gouvernement espère créer grâce à ce programme 296 000 emplois directs dans les travaux publics. Enfin, ce paquet de mesures alloue également des fonds à (vii) un programme massif d'emplois publics intitulé Programme spécial de travaux publics (SPW). Toutefois, en raison de sa taille et de sa pertinence, ce programme SPW est traité séparément et étudié plus en détail dans l'étude de cas qui suit.

Contrôle et mise en œuvre

- (i) Le programme d'agriculture pour l'alimentation et les emplois (AJFP) est géré de façon conjointe par le ministère

► Initiatives publiques en faveur de l'emploi et crise du COVID-19

Un résumé des programmes publics d'emplois, de relance des infrastructures et des études de cas de programmes de travaux publics

► **Tableau 6. Aperçu du plan de développement économique durable (ESP)**

Composantes	Autorités de mise en œuvre	Budget total	Nombre total d'emplois à créer	Types de travaux entrepris
Programme d'agriculture pour l'alimentation et les emplois (AFJP)	Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural, gouvernements des états	1,6 milliard de dollars des États-Unis	Estimation 5 millions (indirects)	Enregistrement des petits agriculteurs Expansion du travail agricole Valeur ajoutée après récolte et transformation
Programme national de logements sociaux (NSHP)	Ministère des finances, du budget et de la planification nationale, Banque centrale du Nigéria, Gouvernements des états, Fonds pour le logement familial	0,8 milliard de dollars des États-Unis	Estimation 1,8 millions (directs)	Chaîne de valeur de la construction: architecture, ingénierie, métieurs etc. Artisanat: soudage, plomberie, menuiserie, etc.
Électricité solaire Naija	Agence de l'électrification rurale, Service public de la connexion à l'énergie solaire	0,6 milliard de dollars des États-Unis	Estimation 250 000 (indirects)	Chaîne de valeur de l'électricité solaire : fabrication, assemblage, maintenance et réparation des systèmes solaires des maisons, etc.
Programme national de développement du gaz (NGEP)	Ministère fédéral des ressources pétrolières, Fédération nationale des entreprises pétrolières du Nigéria	296 millions de dollars des États-Unis	Estimation 2 millions (Indirects)	Promotion de l'utilisation domestique du gaz naturel comprimé. Conversion des foyers qui utilisent des combustibles sales (kérosène, charbon de bois et diesel) au gaz de pétrole liquéfié (GPL).
Stratégie en faveur des emplois technologiques	Ministère fédéral des communications et de l'économie numérique	--	Estimation 1 million (indirects)	Centres d'appels/ de contact Numérisation des documents Développement de logiciels et dépannage Services d'assistance juridique Comptabilité
Construction et réhabilitation des routes	Ministère fédéral des travaux publics et des logements	157 millions dollars des États-Unis	296 000 (directs)	Construction et entretien à haute intensité de main d'œuvre des autoroutes, des routes et des ponts fédéraux.
Travaux publics spéciaux*	Direction nationale de l'emploi	131 millions de dollars des États-Unis	774 000 (directs)	Travaux publics
Total		3,5 milliards de dollars des États-Unis	11,1 millions	

* Détaillé séparément dans l'étude de cas suivante

fédéral de l'agriculture et du développement rural (FMARD), la banque centrale du Nigéria, les gouvernements des états et le secteur privé. Chacun des gouvernements des 36 états doit contribuer en apportant de 20 000 à 100 000 hectares de terre de petites exploitations agricoles et d'installations agricoles abandonnées par l'état, pour les réorienter vers des projets agricoles et de nouvelles petites exploitations agricoles. La production de riz, de maïs, de sorgho, de soja, d'arachides, de doliques, de manioc, de millet, de noyaux de palme, de bétail et de coton est destinée en priorité aux marchés locaux, alors que le sésame blanc, l'hibiscus et le cacao sont prioritairement destinés aux marchés d'exportation. Ce programme a été lancé le 23 juillet 2020, les bénéficiaires prospectifs étant invités à s'inscrire et à se porter candidats grâce au portail en ligne du ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural.

(ii) Le Programme national de logements sociaux (NSHP) est géré en partenariat par le ministère fédéral des finances, du budget et de la planification, la banque centrale du Nigéria, le Fonds nigérian des logements familiaux, les

gouvernements des états et le secteur privé. Dans la première partie du programme, les gouvernements des états doivent établir des banques foncières pour financer la construction dans le secteur privé. Les logements du programme seront construits par 9 000 PME sélectionnées à l'issue d'un concours, c'est le gouvernement fédéral qui accorde les contrats de construction – avec un niveau minimum garanti – à un ensemble de promoteurs établis et de consortiums de jeunes professionnels du secteur de la construction (des architectes, des ingénieurs, des métieurs, des comptables). Les maisons construites grâce à ce programme auront trois tailles (une, deux ou trois chambres) et leur coût variera de 2 à 3,5 millions de NGN. Ce programme a été lancé le 16 décembre 2020, les aspirants propriétaires et les partenaires du secteur privé sont invités à se porter candidats pour le programme sur le portail en ligne du NHSP.

(iii) L'initiative Naija des centrales solaires est gérée par le Ministère fédéral de l'électricité, l'agence rurale de l'électrification (REA), la Compagnie électrique du Delta du

Niger et des partenaires du secteur privé. Le gouvernement souhaite coopérer avec les gouvernements des états pour identifier les lieux et les futurs bénéficiaires des fournisseurs d'électricité solaire du secteur privé. Les bénéficiaires du programme doivent payer pour l'installation de 1 500 NGN (environ 4 dollars des États-Unis) par semaine à 4 000 NGN (plus de 10,5 dollars des États-Unis) par mois en fonction de leur capacité durant trois ans. Ce programme a été lancé le 2 décembre 2020, les partenaires du secteur privé intéressés devant déposer leur candidature sur le site Internet de l'agence rurale de l'électrification.

- (iv) Le programme national de développement du gaz (NGEP) est géré sous les auspices du ministère fédéral des ressources pétrolières (FMPR), de la Banque centrale du Nigéria, et de la fédération nationale nigériane des entreprises pétrolières. En août 2020, la Banque centrale du Nigéria a annoncé l'introduction d'une facilité de crédit de 250 milliards de NGN (632 millions de dollars des États-Unis) pour ce programme afin de stimuler les investissements dans les chaînes de valeur du gaz naturel comprimé et du gaz de pétrole liquéfié. On trouve, parmi les activités éligibles, la construction d'usines de transformation du gaz, d'usines pétrochimiques à petite échelle, d'usines de fabrication des bouteilles de gaz, et tous les autres maillons en aval de la chaîne de valeur du gaz recommandés par le ministère fédéral des ressources pétrolières. Ce programme a été lancé le 1er décembre 2020, le gouvernement fédéral a inauguré les premiers véhicules convertis au GPL et au gaz naturel comprimé et a annoncé le démarrage de l'installation de la fourniture de GPL et de GNC dans les stations d'essence des 36 états et du territoire de la capitale fédérale.
- (v) La stratégie en faveur des emplois technologiques annoncée relève de la compétence du Ministère fédéral des communications et de l'économie numérique (FMCDE). Aucun financement n'a été alloué à cette stratégie et aucun programme ne semble avoir été mis en place jusqu'à présent.
- (vi) La composante des routes et de la reconstruction du Plan de développement économique durable (ESP) annoncée relève de la compétence du ministère fédéral des travaux

et du logement (FMWH). D'après le procès-verbal du 26^{ème} Conseil national des travaux - du 7 au 10 décembre 2020 – aucun projet spécifique à ce plan ESP n'a été mis en œuvre, au-delà de l'extension éventuelle des projets et des programmes existants.

L'accueil du programme

L'échelle du programme et son orientation environnementale ont été bien reçues aux niveaux national et international. En novembre, les Nations Unies se sont engagées à ajouter 250 millions de dollars des États-Unis dans le cadre de l'offre des Nations Unies pour compléter les efforts du Nigéria en faveur de la reprise économique. Ce paquet complète également les réformes budgétaires plus larges récemment engagées par le Nigéria, que la Banque mondiale considère comme positives pour les perspectives économiques plus générales du Nigéria.

Il existe toutefois des préoccupations quant à la capacité du Nigéria à mettre complètement en œuvre cet énorme paquet de mesures. Il n'existe pas de calendrier clair pour le début et la fin des composantes du programme, et il n'est pas clairement dit que tous les éléments seront réellement mis en œuvre. Le spectre de la corruption et de la mauvaise gestion de la mise en œuvre du paquet de mesures fait aussi l'objet d'une préoccupation récurrente, car c'est malheureusement une caractéristique des projets à grande échelle entrepris par les administrations nigérianes précédentes.

Enfin, ce paquet de mesures de relance repose de façon considérable sur des partenariats avec le secteur privé pour créer des emplois. Étant donné que les résultats des programmes similaires sur le continent ont historiquement été bien inférieurs aux attentes des gouvernements en matière d'emplois créés, il existe des préoccupations sur le risque que les vrais chiffres de la création d'emplois grâce à ce paquet de mesures soient bien inférieurs à ceux qui sont prévus par les estimations et les prévisions du gouvernement.

Liens

<https://www.budgetoffice.gov.ng/index.php/nigeria-economic-sustainability-plan>

<https://fmardpace.ng/>

<https://nshp.gov.ng/>

<https://rea.gov.ng/solar-power-naija/>

<https://fmic.gov.ng/federal-government-rolls-out-national-gas-expansion-programme/>

Nigéria / Special Public Works Program (Programme spécial de travaux publics)



Special Public Works Program (Programme spécial de travaux publics), NDE Nigeria

- **Type:** Création directe d'emplois, Relance post Covid-19, Travaux publics
- **Organismes de mise en œuvre:** Direction nationale de l'emploi (NDE), Le gouvernement fédéral et les gouvernements des États
- **Date de début:** 2020
- **Budget:** 52 milliards de NGN (60 millions de dollars des États-Unis) | 0,01% du PIB
- **Financement:** Budget du gouvernement
- **Nombre d'emplois à créer:** 416 000 (employés pendant 3 mois) | 0.7% de la main d'œuvre
- **Groupe cible:** les chômeurs, général
- **Date de fin:** 2021

Contexte

Le programme spécial de travaux publics (SPW) – une composante du Plan de développement économique durable du Nigéria décrit ci-dessus – est étudié séparément dans cette étude de cas en raison de son échelle remarquable en tant que programme de travaux publics unique, et de ses caractéristiques particulièrement dignes d'intérêt. La contribution de ce programme aux objectifs du Plan de développement économique durable – au niveau des coûts et des emplois créés – figure dans le tableau récapitulatif des éléments du Plan de l'étude de cas précédente. Elles ne seront pas répétées ci-dessous.

Description de l'intervention

En raison des problèmes économiques et de l'augmentation rapide du chômage (avant la pandémie), le président du Nigéria Muhammadu Buhari a adopté un programme pilote

de travaux publics en octobre 2019 – intitulé Programme spécial de travaux publics dans les zones rurales. Ce programme était adapté d'une collaboration avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) en matière de formation des capacités à la fin des années 1980 et au début des années 1990. L'objectif était de réduire l'absence d'opportunités d'emploi dans les zones rurales du Nigéria grâce à l'embauche à court terme de 1 000 jeunes nigériens au chômage (âgés de 18 à 30 ans) par chacune des zones des gouvernements locaux participants pour une durée de trois mois. Ce programme a été adopté pour être mis en œuvre dans 5 zones rurales des huit états participants: Adamawa, Borno, Ebonyi, Edo, Ekiti, Jigawa, Katsina et Kwara – ce qui devrait se traduire par 40 000 emplois de courte durée.

Le 6 avril 2020, le ministre des finances, du budget et de la planification nationale a annoncé l'élargissement de ce programme pilote aux 36 états du Nigéria et au Territoire de la capitale fédérale – où se trouve la capitale, Abuja – d'octobre à décembre 2020, afin de réduire l'impact de la pandémie du

Covid-19 sur l'économie. Le programme adopté - renommé Programme spécial de travaux publics (SPW) - a ensuite été mis en œuvre dans le cadre plus large du Plan de développement économique durable annoncé en juin 2020. Dans le cadre de ce plan, 774 000 personnes - 1 000 dans chacune des 774 zones des gouvernements locaux - vont être employées pendant 3 mois pour réaliser des travaux peu qualifiés à haute intensité de main d'œuvre. Le gouvernement fédéral a alloué 52 milliards de NGN à ce programme de travaux publics, dont 15,5 milliards (40,5 millions de dollars des États-Unis) seront réservés aux salaires mensuels des participants au programme.

Aperçu et mise en œuvre

Le programme spécial de travaux publics est géré sous les auspices de la direction nationale de l'emploi (NDE), une agence du ministère du travail et de l'emploi, en partenariat avec les gouvernements des états et les gouvernements locaux, et les banques locales. Ce programme devait initialement commencer en octobre 2020, mais une série de retards ont fait que le programme n'a été lancé que le 5 janvier 2021.

Conformément à la section 16 (1) de la loi de la direction nationale de l'emploi du Nigéria, des comités spéciaux intitulés «Comités de sélection des travaux publics spéciaux de l'état» ont été mis en place pour délibérer, sélectionner et recommander les noms de 1 000 personnes de chaque zone des gouvernements locaux participant au programme, et pour identifier les projets locaux de travaux publics à entreprendre. Les 20 membres des comités doivent comprendre:

- Un (i) président et (ii) un vice-président, qui doivent être des indigènes (appartenir aux groupes ethniques locaux) ou des résidents habituels de cet état.
- Un (iii) secrétaire employé par le coordinateur de la direction nationale de l'emploi de l'état.
- Un (iv) représentant du gouverneur de l'état.
- Le (v) président de l'association chrétienne du Nigéria de l'état ou un représentant de cette dernière.
- Le (vi) président du Conseil suprême nigérian des affaires musulmanes de l'état, ou un représentant.
- Le (vii) président du syndicat national des travailleurs du transport routier de l'état, ou un représentant.
- La (viii) femme leader du marché de cet état.
- Trois (xi) personnes (une de chaque district sénatorial) représentant les institutions traditionnelles de cet état.
- Deux (xvii) personnes (un homme et une femme) de chaque district sénatorial de l'état (six personnes au total) représentant les organisations de jeunes les plus actives dans ces états.
- Un (xviii) représentant d'une organisation de la société civile très importante de cet état.

- Deux (xx) personnes qui représentent les intérêts particuliers dans ces états.

Il est interdit aux membres des comités de sélection de l'état d'avoir un poste officiel dans l'un des partis politiques enregistrés. Si l'une des personnes de la liste s'avère être également un cadre d'un parti politique, le président de l'état du comité de sélection du programme de travaux publics spéciaux devra choisir une autre personne pour représenter cet intérêt. Les comités de l'état ont été inaugurés le 29 juin 2020. Les candidats pour y participer étaient invités à déposer une demande en ligne sur le portail des Travaux publics spéciaux.

La majorité des états ont lancé les programmes de travaux publics le 5 janvier 2021, et tous les états devaient commencer les travaux quelques jours après le lancement. Au fur et à mesure que le programme se déploiera, il sera possible de connaître plus de détails sur les projets entrepris. Certains états ont notamment choisi d'imposer qu'au moins 30% des participants soient des femmes. Le ministre du travail, de l'emploi et de la productivité a également exprimé son souhait qu'il y ait une plus grande représentation des femmes dans le programme.

Enfin, le programme est censé se dérouler en seulement trois mois, même si certaines discussions se font jour sur la possibilité de le mettre en place pour trois mois chaque année durant la saison sèche (la saison sans agriculture).

Caractéristiques des emplois

Les emplois créés dans le cadre de ce programme dureront 3 mois. Les bénéficiaires du programme doivent recevoir un salaire mensuel de 20 000 NGN (52,50 \$ des États-Unis). Ce salaire mensuel est inférieur au salaire minimum national du Nigéria qui est de 30 000 NGN (79,00 \$ des États-Unis), il a été choisi ainsi pour décourager d'autres catégories de travailleurs d'y participer. Ce programme est destiné à une population largement agraire, qui a souvent d'autres obligations le matin et le soir dans des exploitations agricoles ou ailleurs. En conséquence, le travail dans le cadre de ce programme ne suivra pas la journée de travail traditionnelle de 9h à 17h. Ce programme comprendra - entre autres projets - les éléments suivants:

- Le creusement et le nettoyage de drains
- Le nettoyage des canaux d'irrigation
- La maintenance des routes rurales
- Le contrôle du trafic
- Le nettoyage des rues
- Le nettoyage des infrastructures publiques, comme les centres de santé et les écoles
- L'entretien des pépinières et des vergers du grand mur vert dans les états de Borno, Jigawa et Katsina.

Les protocoles du gouvernement relatifs au Covid-19 seront strictement appliqués, notamment le port du masque et la

distanciation physique. Le paiement des programmes se fera de façon électronique directement sur les comptes bancaires des bénéficiaires. En conséquence, le programme a établi un accord avec six banques locales – chacune se voit allouer un quota spécifique de zones – pour enregistrer les nouveaux comptes bancaires et les chiffres de vérification bancaire pour les participants qui n'ont pas de compte bancaire, et pour confirmer les chiffres de vérification des participants qui ont déjà un compte bancaire. Pour candidater, les futurs bénéficiaires doivent avoir entre 18 et 50 ans.

L'accueil du programme

Ce programme a fait l'objet d'une résistance acharnée de l'assemblée nationale du Nigéria, qui a menacé de façon répétée de bloquer les fonds destinés à ce programme en raison de désaccords avec le ministre nigérian du travail, de l'emploi et de la productivité. Chacune des deux parties a allégué des accusations de corruption contre l'autre. La mise en œuvre de ce programme – qui devait initialement commencer en octobre – a donc fait l'objet d'une série de retards. Cette incertitude a été reçue avec une frustration et un désespoir croissants des participants sélectionnés et cherchant à l'être. Sinon, les perspectives du programme ont été bien reçues par les communautés locales, notamment chez les jeunes locaux sans emploi.

Liens

Site officiel du gouvernement: <https://specialpublicworks.gov.ng/site/>

Nouvelle Zélande/ Jobs for Nature (Des emplois pour la nature)



Jobs for Nature, DoC Nouvelle Zélande

- **Type:** Création directe d'emplois, réponse au COVID-19, emplois verts, formation dans l'emploi
- **Organismes de mise en œuvre:** ministère de l'environnement/ ministère des entreprises, de l'innovation et de l'emploi/ département de la préservation/ ministère des industries primaires/ information foncière Nouvelle Zélande.
- **Date de début:** 2020
- **Budget:** 354 millions de dollars (0,5% du PIB)
- **Financement:** budget du gouvernement
- **Nombre d'emplois à créer:** 6 000 annuellement (durée des emplois 3-6 mois) (0,5% de la main d'œuvre)
- **Groupe cible:** Les travailleurs et les entreprises du secteur du tourisme qui sont impactés par le Covid-19
- **Date de fin:** 2024

Contexte

La Nouvelle Zélande a beaucoup d'expérience pour lutter contre le changement climatique après avoir mis en place en 1988 le «Programme de lutte contre changement climatique de la Nouvelle Zélande». En 2009, le gouvernement a annoncé des objectifs de réduction des émissions des gaz à effet de serre à moyen terme (20% de réduction d'ici 2020) et à long terme (50% de réduction d'ici 2050). Toutefois, le pays est confronté à une augmentation des coûts pour réduire encore son empreinte environnementale car il a déjà un niveau élevé de sources d'énergies renouvelables. Le pays se concentre donc sur la réduction de son impact agricole en réduisant ses émissions et en stockant le carbone dans les forêts. Le gouvernement de la Nouvelle Zélande s'était engagé à lancer un budget vert en 2020 avant la pandémie, et en décembre 2020, il a déclaré l'état d'urgence climatique et rejoint les 32 autres nations qui légifèrent pour s'engager à lutter intensément contre le changement climatique. Parallèlement, la

nature néozélandaise est la principale attraction touristique du pays, elle occupe 7,5% de la main d'œuvre, apporte 5,8% du PIB et c'est la principale ressource de réserves internationales.

Afin de protéger l'environnement naturel unique de la Nouvelle-Zélande, les décideurs politiques ont d'abord introduit une stratégie pour la biodiversité et la biosécurité en 2000, qui représentait un jalon important pour la préservation et la gestion de la biodiversité du pays. Depuis lors, la protection et la restauration de la nature a été l'un des principaux objectifs du département de la préservation. En août 2020, une nouvelle stratégie a été mise en place pour la biodiversité et la biosécurité après que ce département ait mené des consultations avec les partenaires du Traité, les parties prenantes et New-Zealand Public.

Alors que la pandémie de COVID-19 s'étendait au monde entier, les autorités de la Nouvelle-Zélande ont déclaré l'état d'urgence et fermé toutes les entreprises non essentielles et les écoles, et annulé les événements lors de son premier

confinement fin mars; l'économie a subi une contraction de 9,8% au deuxième trimestre de 2020. Le gouvernement a répondu en instaurant toute une série de mesures budgétaires pour alléger les conséquences de la pandémie et répondre aux secteurs affaiblis de l'économie.

Résumé de l'intervention

Dans ce contexte, le gouvernement a créé un fonds de 1,1 milliard de dollars en mai 2020 pour «contribuer à la redynamisation des communautés grâce à des emplois axés sur la nature et stimuler l'économie après le COVID-19». L'objectif de ce fonds est de contribuer à la relance de la Nouvelle Zélande afin de:

1. Accélérer la reprise des entreprises individuelles et des régions
2. Fournir une alternative au chômage des travailleurs impactés par la crise du COVID-19.
3. Donner du sens et renforcer le sentiment de fierté et le lien des gens à leur région en leur donnant un travail de restauration.
4. Améliorer l'environnement au niveau national.

L'investissement est adapté pour créer des emplois dans des projets couvrant l'ensemble du pays ces cinq prochaines

années sous la supervision de plusieurs agences gouvernementales. Cet investissement a trois objectifs:

1. Créer progressivement 11 000 à 13 000 emplois durant les 5 prochaines années dans toutes les régions.
2. Créer des bénéfices durables en améliorant les voies navigables, la biodiversité, le changement climatique, et les valeurs culturelles.
3. Favoriser une utilisation durable des terres, et mettre en place des réglementations, notamment pour l'eau potable, la biodiversité et le changement climatique.

Contrôle et mise en œuvre

Le ministre de l'environnement, les gouvernements locaux, les ministres de l'agriculture et de la biodiversité, du développement économique régional et des forêts, du changement climatique et de la préservation, et des informations foncières sont chargés du contrôle, qui se fait par le biais d'un groupe de référence qui comprend des membres du secteur public et du secteur privé, avec un président indépendant. Ce groupe n'a qu'un rôle de conseil et de coordination, mais n'est pas habilité à prendre des décisions sur le programme, qui relèvent des ministres. L'un des premiers apports essentiels du groupe de référence du programme des Emplois pour la Nature est le cadre d'investissements destiné à contribuer à orienter les décisions de financement.

► Tableau 7. Aperçu du Fonds des emplois pour la nature

Composantes	Autorité de mise en œuvre	Budget total	Budget annuel moyen	Nombre total d'emplois à créer	Moyenne annuelle d'emplois créés	Types de travaux entrepris
Protéger la nature: biosécurité, contrôle des mauvaises herbes, des nuisibles, et des prédateurs	Ministère des industries primaires, des informations foncières	315 millions de dollars	63 millions de dollars	3 000	600	Contrôle des nuisibles, des mauvaises herbes et gestion des espèces (étrangères) invasives
Projets régionaux environnementaux pour améliorer la qualité de l'eau douce	Ministère de l'environnement	433 millions de dollars	86 millions de dollars	4 000	800	Restaurer les petites zones humides Stabiliser les rives des rivières Retirer les sédiments Créer des passages pour les poissons
Kaimahi pour la nature	Département de la protection	354 millions de dollars	70 millions de dollars	6 000	1 200	Préserver les paysages naturels, la flore autochtone, les oiseaux, les voies navigables, les côtes. Restauration des écosystèmes Améliorer les chemins, et les biens récréatifs sur les terres publiques
Fonds provincial en faveur de la croissance	Ministère des entreprises, de l'innovation et de l'emploi	41 millions de dollars	8.2 millions de dollars	Pas d'informations	Pas d'informations	Restauration des écosystèmes, de l'habitat et de la biodiversité
Total		1.1 milliard de dollars	227 millions de dollars	13 000	2 600	

► Encadré 1.

Avec un budget annuel de 70 millions de dollars, la composante «*Kaimahi pour la nature*» est la plus innovante: mise en œuvre par le département de la protection, son objectif est d'atteindre les travailleurs avant qu'ils ne deviennent chômeurs en donnant aux entreprises qui luttent contre le COVID-19 une opportunité de redéployer temporairement leur personnel vers des projets environnementaux. Ce programme va créer 1 200 emplois par an, dans des projets de contrôle des prédateurs, restauration des écosystèmes, des zones humides etc. Ces projets sont proposés et réalisés par des «*alliances*» au niveau local.

Les principes directeurs de l'alliance

- Optimiser les prises de décisions régionales
- Les partenaires du traité et le travail en partenariat sont essentiels au programme
- Les financements arrivent rapidement
- Une répartition équitable des fonds dans l'ensemble du pays
- Minimiser les doublons
- Les priorités nationales, des iwi (les confédérations des peuples indigènes) et régionales en matière d'environnement définissent la direction

Ce fonds alloue des dépenses en fonction de 4 grandes composantes sous la supervision directe d'un ministère comme le montre le tableau 7.

Les quatre composantes de l'investissement comportent des intensités de travail différentes, et requièrent différents niveaux de compétences à compléter, ce qui se traduit par des ratios différents d'emplois et de coûts).

Ces alliances comprennent les partenaires du traité, les conseils régionaux, les gouvernements locaux, et du personnel du département régional de la protection. Ce sont eux qui décident des programmes à mettre en œuvre dans le cadre du programme et sont responsables de la totalité du suivi des projets. Des ONG et des entreprises privées peuvent également participer à ce programme dans le cadre des alliances, pour proposer et mettre en œuvre des projets. L'objectif de ces alliances est de couvrir la totalité du pays, les zones sans alliances reçoivent le soutien du département de la protection pour en créer de nouvelles. Une fois qu'un projet a été approuvé pour être mis en œuvre, les alliances en font le suivi tout en coordonnant les différents projets de la région afin de veiller à ce que toutes les mises en œuvre soient alignées les unes sur les autres, et donnent des résultats durables. Les partenaires responsables de l'exécution sont chargés du processus d'embauche qui se fait par les canaux normaux.

Les trois composantes restantes se rapportent à des opérations ou à des projets préexistants, qui reçoivent plus de financements et qui sont également plus fortement créateurs d'emplois. Elles nécessitent toutefois une plus grande intensité de capitaux que le programme spécifique «*Kaimahi pour la nature*», et créent donc moins d'emplois par an par rapport à leurs budgets. Ces programmes créent également un nombre significatif d'emplois dans une large gamme de spécialités, exigent des niveaux de compétences différents, et se chevauchent très souvent avec les projets de *Kaimahi pour la nature*.

Caractéristiques des emplois

Tous les emplois créés dans le cadre de *Kaimahi pour la nature* sont des emplois à court terme (d'une durée de 3 à 6 mois). Ils sont créés par le biais de:

1. contrats accordés par les alliances avec le secteur privé, la priorité étant donnée aux entreprises qui ont été négativement impactées par la pandémie. Les emplois doivent respecter toutes les normes du travail établies par la législation qui régit les contrats d'emplois dans le pays. Le travail réalisé dans le cadre de ce programme respecte toutes les mesures de sécurité et de santé, et les équipements nécessaires et l'employeur précédent peut également gérer le programme s'il a les compétences requises, ce qui préserve l'intégralité de la partie travailleurs de son ancienne entreprise durant la pandémie.
2. projets gérés par les alliances (avec le plus souvent des ressources importantes et à haute intensité de main d'œuvre) qui créent des postes publiés par les partenaires des alliances et sur le nouveau site du gouvernement Connected. Les partenaires agissent également en tant qu'employeurs et définissent les salaires pour le travail entrepris en fonction des compétences et de l'expérience requises.

La plupart de ces emplois sont conçus pour être temporaires, avec un nombre plus élevé de personnes qui se relaient ou font des rotations jusqu'à la reprise de leur emploi/leur entreprise précédents.

Le travail entrepris est très variable en fonction des projets et des zones. En tant que tel, ce programme attire des travailleurs à tous les niveaux de compétences. Le travail de reforestation, d'entretien des chemins et de plantation exige simplement du travail manuel faiblement qualifié. Les travailleurs de la construction, les pilotes d'hélicoptère et les opérateurs de machines sont des exemples d'emplois créés qui requièrent

des compétences techniques alors que les dirigeants et les scientifiques de la préservation sont des exemples d'emploi hautement qualifiés créés.

La formation fait également partie de ce programme, et les autorités soulignent que la formation dans le cadre d'une proposition de projet augmente les chances de voir cette dernière adoptée. Cette formation n'est pas formelle et ne donne pas droit à une certification, elle concerne habituellement du travail faiblement qualifié nécessitant une petite formation initiale. Le département de la protection indiquait qu'il serait possible d'acquérir des certifications en ligne à la fin de la formation sur le tas mais aucune disposition n'a été prise pour inclure ce point dans le programme jusqu'à présent.

Une autre caractéristique très importante de ce programme est qu'il offre une option alternative (aux subventions sur les salaires ou aux licenciements) aux employeurs qui peuvent maintenant redéployer leurs travailleurs sur des projets locaux, qui permettent aux travailleurs d'ajouter un plus à leurs revenus réduits, tout en restant dans le cadre de leur emploi initial et en améliorant leurs compétences, ce qui sera avantageux pour leur employeur une fois qu'ils retournent à leurs tâches initiales.

L'accueil du programme

Ce programme en cours a déjà créé des centaines d'emplois, et l'un de ses avantages est que le travail est réalisé le plus souvent à l'extérieur, ce qui est plus sûr en période de COVID-19, ce qui permet de le poursuivre durant les confinements dus aux niveaux élevés de contamination du COVID-19.

Ce programme a été accueilli de façon très positive par le public, les travailleurs et les salariés, en raison notamment des objectifs très ambitieux fixés par le gouvernement en matière de changement climatique.

Durant les premiers mois de sa mise en œuvre, les principales préoccupations provenaient de régions et d'employeurs qui subissaient des retards car aucune Alliance locale n'était encore constituée pour étudier leurs propositions. Ces préoccupations illustrent le besoin d'avoir plus de rapidité dans la mise en œuvre et plus de flexibilité dans les régions où les alliances ne sont pas encore opérationnelles.

Les échos du terrain

► «J'aurais dû être en Chine pour aider à créer une entreprise de rafting avant de revenir chez moi pour gérer ma propre entreprise. Le COVID-19 a arrêté tous ces projets. Dès que les frontières ont été fermées, nous avons perdu un grand nombre de réservations; avant que le pays ne passe au niveau 4, on souffrait déjà et on a fermé l'entreprise. Avec les frontières fermées, le tourisme national ne représenterait que des weekends de travail pour nous et il serait difficile de garder le personnel et de payer les factures. Si on pouvait avoir ce genre de travail, où nous partons une semaine pour rénover un refuge, on peut le préparer. Une partie de notre travail consiste à guider les gens dans les régions sauvages du Kahurangi, du Karamea, du Mokihinui et du Buller, et nous sommes habitués à cet environnement, c'est ce que nous aimons et c'est bien de pouvoir donner quelque chose en retour à ces refuges. Après avoir perdu nos réservations à la fin de la saison et perdu aussi trois mois de travail bien payé en Chine durant l'hiver, c'était parfait pour nous.»

► [Un employeur bénéficiant d'un projet de restauration d'un refuge dans le cadre de «Kaimahi pour la nature»]
Tim Marshal / propriétaire d'une entreprise de guides touristiques / Nouvelle Zélande

Liens:

Site officiel du gouvernement: <https://www.mpi.govt.nz/funding-rural-support/jobs-for-nature/>

Exemples de projets dans le cadre de Kaimahi for Nature: <https://www.mpi.govt.nz/funding-rural-support/jobs-for-nature/>

Pakistan/ Projet de reforestation: Tsunami de 10 milliards d'arbres



Travailleuse dans une pépinière pour le projet Tsunami de 10 milliards d'arbres à Khyber Pakhtunkwa, Pakistan

- **Type:** Programme public d'emploi
- **Organisme de mise en œuvre:** Ministère du changement climatique
- **Date de début:** 2018
- **Budget:** 4 200 millions de Roupies pakistanaises (0,018% du PIB) par an
- **Financement:** Budget national, donateurs internationaux, créances en échanges d'actions en faveur de la nature
- **Nombre d'emplois à créer:** 65.000 emplois par jour (1% de la main d'œuvre)
- **Groupe cible:** Surtout les ruraux pauvres, les chômeurs ruraux et les personnes en sous-emploi
- **Date de fin:** 2023

Contexte

Le Pakistan, le cinquième pays le plus peuplé du monde, a rapidement réformé son économie depuis le début des années 2000. L'objectif du pays, en plus d'avoir des taux de croissance significatifs, est de réussir la transition vers une économie moderne, les prévisions positives pour l'avenir étant unanimes. Toutefois, le pays est confronté à de nombreux défis qu'il doit résoudre dans un avenir proche pour espérer maintenir sa trajectoire.

Le pays est confronté à une crise budgétaire et a entrepris un programme de stabilisation macroéconomique parrainé par le FMI. Parallèlement, l'emploi dans le secteur économique formel reste très faible et ne concerne que 63 millions de tra-

vailleurs sur ses 207 millions de citoyens. De plus, il y a très peu d'emplois stables de longue durée, et seulement 57% des salariés sont rémunérés mensuellement, les autres devant se contenter d'un travail journalier ou occasionnel. Une grande partie de l'économie reste encore informelle, et on estime qu'environ un quart des pakistanais vivaient en dessous du seuil de pauvreté avant la crise du Covid-19. Le gouvernement a fait de la réduction de la pauvreté une de ses priorités principales et s'est engagé à la réduire à 19% d'ici 2023 dans le cadre de l'Agenda du développement durable à l'horizon 2030.

Le début de la pandémie a remis en cause le respect des objectifs de l'agenda du développement durable. Une étude du PNUD¹⁷ portant sur 70 pays, y compris le Pakistan, estime que les progrès en matière de réduction de la pauvreté peuvent

17 Tracer la voie hors de la pauvreté multidimensionnelle: réaliser les objectifs de développement durable http://hdr.undp.org/sites/default/files/2020_mpi_report_fr.pdf.

être retardés de 9 ans en raison de la crise du coronavirus. Le gouvernement estime que 56,6% de la population est devenue socio-économiquement vulnérable en raison du Covid-19. Comme les moins de 30 ans représentent près des deux tiers de la population, tout recul de l'économie implique une augmentation importante du chômage en raison du grand nombre de personnes qui entrent chaque année sur le marché du travail, qui subit déjà habituellement d'importantes pressions. Ce ralentissement attendu de l'économie a particulièrement frappé les salariés et les autoentrepreneurs qui sont plus vulnérables aux mesures de confinement et n'ont qu'un accès limité aux programmes de protection sociale.

Parallèlement, le pays a depuis longtemps des difficultés à lutter contre le changement climatique. Dans le monde, le Pakistan est le septième pays le plus vulnérable au changement climatique¹⁸. Cette situation est devenue évidente récemment avec les événements climatiques extrêmes et les catastrophes qui surviennent très fréquemment¹⁹. Cependant, ces derniers ne résultent pas seulement du changement climatique, car le développement économique de ces dernières décennies a eu un impact négatif profond sur l'état de la nature au Pakistan. Les besoins de la population qui augmentait rapidement ont pu être comblés par une expansion toujours plus grande des terres agricoles, au détriment des forêts et de la végétation locale. Cette situation s'est encore aggravée avec la demande humaine toujours croissante de bois. Les tremblements de terre, les inondations et l'érosion ont également détruit une grande partie des forêts naturelles du pays. Au début, le gouvernement n'a pas considéré cette situation comme prioritaire, et il s'est aussi montré incapable de mettre en œuvre une législation et des sanctions pénales pour l'extraction illégale de bois. En 2000, une estimation a montré²⁰ que 78% des forêts du Pakistan étaient déboisées et que 74% étaient incapables de se régénérer. La couverture forestière totale du Pakistan a été estimée²¹ en 2016 à moins de 3%, l'une des plus faibles de la région et à un niveau bien inférieur aux 12% recommandés par les Nations Unies.

Afin de réagir à la crise de la pauvreté et à celle du changement climatique, le gouvernement a mis en œuvre le projet d'un Tsunami de 10 milliards d'arbres en 2019 pour contrecarrer la hausse des températures, les inondations, les sécheresses et d'autres événements climatiques extrêmes du pays qui, d'après les scientifiques, sont liés au changement climatique, et pour donner une source de revenus bien nécessaire aux pakistanais qui subissent les conséquences de la pandémie.

Résumé de l'intervention

Avec ce projet de Tsunami de 10 milliards d'arbres, le gouvernement s'est engagé à planter 10 milliards d'arbres dans le pays d'ici 2023. Ce plan crée des emplois peu qualifiés dont les risques sont réduits durant la pandémie. Ce programme ambitieux en cinq ans, lancé en 2018 par le premier ministre Imran Khan, s'inscrit dans la continuité du succès du plan de Tsunami d'un milliard d'arbres lancé par le gouvernement local de la région de Khyber Pakhtunkwa en 2014. Après la réussite de la première phase de ce projet, cette initiative a été élargie à l'ensemble de la nation. Cependant, l'élargissement de ce projet est beaucoup plus complexe car il porte sur des paysages beaucoup plus diversifiés et des modèles de forêt très différents de ceux de la phase initiale.

Les objectifs de l'intervention sont les suivants:

1. Accroître, réhabiliter et protéger les surfaces forestières du Pakistan
2. Améliorer la valeur REDD+²² des forêts
3. Atténuer les crises climatiques
4. Apporter des opportunités d'emplois verts à la portée des gens.

Dans le cadre de ce projet, diverses activités relatives à la reforestation sont financées par l'achat de biens à haute intensité de main d'œuvre et la création directe d'opportunités d'emplois par les autorités des gouvernements locaux. L'objectif ultime est de faciliter la transition vers la résilience environnementale du Pakistan en diffusant les notions d'adaptation et d'atténuation par le biais d'initiatives écologiquement ciblées portant sur la reforestation et la préservation de la biodiversité.

D'après les derniers chiffres, le gouvernement employait en moyenne 65 000 personnes quotidiennement à la fin de l'année 2020, et son objectif était d'atteindre le chiffre de 200 000 personnes dans les mois suivants, avec une série de nouveaux grands projets en cours dans le cadre de ce programme.

Contrôle et mise en œuvre

Le contrôle du projet est assuré par le ministère du changement climatique, qui détient également la direction stratégique générale des projets. Des programmes à l'échelle nationale et provinciale ont été lancés (par exemple, l'initiative relative à l'apiculture «Billion Tree Honey» (*le miel d'un milliard d'arbres*) lancée à Islamabad le 21/12/2020) sous la supervision du ministère du changement climatique et du premier ministre, le ministère étant également responsable du suivi des travaux réalisés et de l'allocation en temps voulu des fonds.

¹⁸ Indice du changement climatique - Germanwatch

¹⁹ Par exemple des inondations massives en 1992, 2005, 2010, 2012, 2015 et 2017.

²⁰ Inventaire provincial des ressources forestières.

²¹ Données de la Banque mondiale et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture FAO.

²² Programme des Nations Unies pour la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts.

Des consultations approfondies ont été menées dans toutes les provinces du Pakistan avant de concevoir le programme. Les défis les plus compliqués à relever pour les provinces sont d'identifier les zones qui ont été touchées par la déforestation, ont subi des catastrophes naturelles ou des interventions humaines néfastes, afin de décider des actions appropriées pour ces zones (par exemple quel type de plantations, la disponibilité de la main d'œuvre, les défis locaux, les modèles de gestion, etc.). Les services locaux de la forêt sont chargés de gérer tous les projets entrepris dans le cadre de ce programme par les autorités locales. Cela comprend le suivi et la formation des travailleurs, la mise en place des flux de matériel et d'équipements, les rapports sur les indicateurs, le calendrier des visites fréquentes sur les sites et le suivi des résultats locaux.

Ce projet est conforme aux objectifs du 11^{ème} plan de cinq ans pour la conservation, l'amélioration et la réhabilitation des écosystèmes forestiers ainsi que celui de la «Vision 2025» du ministère de la planification, du développement et de la réforme visant à accroître la couverture forestière du Pakistan pour qu'elle atteigne 25% de la superficie totale du Pakistan.

Étant donné que la situation budgétaire du Pakistan est très tendue, il n'existe que peu de marge pour financer un programme ambitieux comme celui-ci. Le gouvernement a identifié trois phases pour l'élargissement actuel de ce programme, chacune ayant ses propres sources de financement. La première phase, qui va du lancement en 2018 à la fin de la pandémie, est financée par des dispositions budgétaires. La deuxième phase de reprise après le Covid-19 comprendra également des financements de soutien (estimés dans une fourchette de 60 à 100 millions) de donateurs multilatéraux afin d'élargir les opérations à la création d'un service de parcs nationaux, d'activités d'assainissement, d'infrastructures de gestion des eaux provenant des orages et des déchets, etc. Durant cette phase, on espère employer 600 000 personnes quotidiennement. Durant la troisième et dernière phase, on espère avoir atteint la durabilité financière grâce à la négociation d'«échanges dette-nature» avec des pays qui subventionnent la transformation verte de l'économie mondiale.

En septembre 2020, dans un effort pour garantir une vérification impartiale, transparente et responsable, le gouvernement a signé un accord avec des organisations internationales pour un suivi et une évaluation par des tiers du programme Tsunami de 10 milliards d'arbres. Il s'agit de World Wildlife Fund Pakistan (WWF-P), de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et de l'Union internationale pour la conservation de la nature - Pakistan (UICN-P).

Caractéristiques des emplois

Même si l'objectif du programme cible une activité simple et peu qualifiée, celle de planter de jeunes arbres, des emplois très divers ont été créés pour sa mise en œuvre. Le travail comprend la mise en place de pépinières, la plantation de

jeunes plants d'arbres, les services de garde forestier, les pompiers de la forêt et d'autres encore.

Les travailleurs sont employés et payés à la journée de 500 à 800 roupies, ce qui est inférieur au salaire minimum du pays ou à ce que pourrait gagner un travailleur non qualifié en une journée. Un système alternatif de paiement a été mis en place pour ceux qui créent une pépinière, qui peuvent utiliser des terres du gouvernement (après approbation) ou leurs propres terres pour faire pousser de jeunes arbres de certaines espèces que le gouvernement achète ensuite pour les planter dans le cadre de son projet. Le gouvernement achète en moyenne 25 000 jeunes arbustes d'une petite pépinière familiale tous les 6 à 8 mois, au prix fixe de 6 roupies par arbuste, ce qui donne au ménage un revenu d'environ 1000 \$ en moins d'un an.

Les travaux sur les sites du programme ont d'abord été arrêtés lorsque la crise de la pandémie a démarré. Cependant, le gouvernement, se rendant compte du rôle que pouvait jouer le programme pour atténuer les conséquences économiques négatives du confinement, a autorisé, deux semaines après le confinement initial, les travailleurs du projet Tsunami de 10 milliards d'arbres à reprendre leur travail en mettant en place des mesures de protection strictes et au moins deux mètres de distance entre les travailleurs.

Impact

Les résultats de la première mise en œuvre du projet (BATP) ont été dûment reconnus par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le défi de Bonn et d'autres organismes internationaux. Ce programme en quatre ans a restauré 350 000 hectares de forêts et de terres dégradées, ce qui a dépassé les 348 000 hectares pour lesquels il s'était engagé vis-à-vis du défi de Bonn. Ce résultat a été atteint grâce à une combinaison de régénération de sites naturels protégés (60%) et de reforestation (40%). Après avoir assuré un suivi du projet, le Fonds mondial pour la nature - Pakistan (WWF-P) a confirmé que le projet était un succès environnemental, économique et social avec un taux de survie des arbres de 75% à 80%. De plus, le programme a réussi à détruire des centaines de scieries illégales et a arrêté de nombreux bûcherons qui coupaient illégalement des arbres. 13 000 pépinières privées ont été créées, ce qui a fourni des emplois et amélioré les revenus au niveau local.

Parallèlement, le gouvernement a également joué un rôle significatif pour aider le pays à respecter ses obligations et les objectifs découlant des traités, accords et protocoles environnementaux internationaux. Notamment, le Protocole de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre, les accords de la conférence COP 21 sur le changement climatique, les objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et les objectifs de développement durable n° 13 et 15.

Dans sa phase initiale de mise en œuvre et durant sa phase actuelle de démultiplication, le programme a été et est

confronté à de grands défis en lien avec la transparence et sa mise en œuvre. Certaines affaires de détournement de fonds devant les tribunaux ont attiré l'attention du public mais les réponses juridiques et gouvernementales ont été rapides pour montrer que ces incidents ne seraient pas tolérés. Même la cour suprême du pays a montré son intérêt pour une mise en œuvre efficace de ce programme car il est étroitement lié aux progrès que le pays essaie de faire vers une amélioration de la situation de l'environnement et de la nature. Le ministère du changement climatique a récemment répondu au besoin de plus de transparence et de responsabilisation en mettant en place 20 bureaux de surveillance dans l'ensemble du pays en décembre 2020.

D'autres problèmes mis à jour durant la première mise en œuvre peuvent être considérés à la fois comme des défis et des opportunités. Le déboisement illégal a donné naissance à une « mafia du bois » qui dans de nombreux cas s'empare de terres publiques et crée, d'après les rapports, des liens avec les autorités politiques. Cela signifie qu'il existe une résistance à la mise en œuvre locale qui, même si elle ne se fait pas du tout au détriment des objectifs finaux de la mise en œuvre passée, s'est traduite par des retards et des coûts en vies humaines. Plus précisément, deux gardes forestiers ont été tués durant la première phase de mise en œuvre, et de nombreux autres ont été blessés durant leur travail de protection du bois. D'un autre côté, le programme a réussi à expulser 80 politiciens et propriétaires terriens qui exploitaient illégalement le bois de forêts publiques, et a joué un rôle central pour faire naître la voie de développement vert sur laquelle le pays souhaite s'engager.

Les échos du terrain

► « Je n'ai jamais vu autant d'argent de ma vie qui a complètement changé, et tout ça sans quitter ma maison! La première année, on a utilisé notre cour pour faire pousser les arbustes, ensuite on a utilisé une parcelle vide dont nous étions propriétaires. Mon fils va maintenant dans une école privée. On a pu aussi s'acheter une voiture et visiter les vallées environnantes. »

► [Un producteur d'arbustes] Rubina Gul, travailleur non qualifié (30 ans) / Khyber Pakhtunkhwa, Pakistan

► « À cause du coronavirus, toutes les villes ont été confinées et il y avait pas de travail. Nous, les travailleurs journaliers, on pouvait pas gagner d'argent. Maintenant, on a tous un moyen de gagner notre vie pour nourrir nos familles. »

► [Un producteur d'arbustes] Rahman, travailleur non qualifié (32 ans) / Punjab, Pakistan

► « C'est une des rares choses qui ne divise pas notre société. Ce qui rend ce programme spécial, c'est qu'il ne s'agit pas seulement de planter des arbres, mais de changer les mentalités et que les gens réfléchissent différemment au rôle des arbres, de la nature, et de comprendre l'intérêt de leur préservation. Le projet de milliards d'arbres a aidé les gens à changer de comportement, notamment les jeunes et les enfants de la province de Khyber Pakhtunkhwa, et de leur faire considérer les arbres comme un bien naturel. Ça ne s'est pas fait uniquement dans cette province, ça a catalysé un mouvement politique vert dans l'ensemble du pays, qui est maintenant plus sensibilisé à la préservation de l'écologie. »

► [Ministre fédéral et conseiller sur le changement climatique auprès du premier ministre du Pakistan] Malik Amin Aslam / Pakistan

Liens

<http://www.mocc.gov.pk/ProjectDetail/M2QzOWJmMjUtZTU3MC00NmFkLWE4YmMtZDFhMmRlOGU2NGRh>

Papouasie Nouvelle Guinée / Urban Youth Employment Project II (Projet II pour l'emploi des jeunes urbains)



Bénéficiaires du programme au repos après leur travail, Morata, Papouasie Nouvelle Guinée

- **Type:** Emploi – intégration des jeunes, service pour l'emploi des jeunes, formation de base, formation des compétences, formation en emploi
- **Organismes de contrôle:** Autorité de Lae City, Commission nationale du district de la capitale
- **Date de début:** 2020
- **Budget:** 35 millions de dollars des États-Unis (0,09% du PIB)
- **Financement:** Association internationale de développement (IDA)
- **Nombre d'emplois à créer:** 6,700 emplois individuels (soit 0,2% de la main d'œuvre)
- **Groupe cible:** Les jeunes des deux plus grandes villes (Port Moresby et Lae)
- **Date de fin:** 2025

Contexte

La Papouasie Nouvelle Guinée est un pays dans la tranche inférieure des pays à revenu intermédiaire de la région du Pacifique Sud. Ce pays a connu une faible croissance ces dernières décennies, son économie étant dominée par les secteurs de l'agriculture, de la pêche et des mines. Les ressources naturelles ont certes permis au pays d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire, mais le PIB réel par habitant n'a augmenté que de 0,8% par an depuis l'indépendance de ce pays en 1975. L'économie souffre d'un niveau très élevé de travail informel, et d'un grave manque de compétences. Ce pays connaît également des niveaux de pauvreté considérables et n'a obtenu que fort peu de résultats en matière de développement.

La situation est particulièrement difficile pour les jeunes. Les zones rurales très pauvres ne peuvent pas fournir aux jeunes

les moyens nécessaires pour avoir une vie satisfaisante et sûre, ce qui les pousse à aller vers les zones urbaines à la recherche de meilleures opportunités professionnelles. En raison de cette tendance, la majorité (70%) des habitants de la capitale Port Moresby, ont moins de 29 ans. Parallèlement, on estime que 80 000 personnes arrivent sur le marché du travail chaque année, alors qu'il n'y a que 10 000 nouveaux emplois créés et environ 5 000 places disponibles dans les collèges et les universités. Durant la dernière décennie, les grandes villes ont connu des émeutes intenses, et la criminalité, comprenant les vols et les agressions, est fréquente dans ces villes, les jeunes représentant la majorité des délinquants. En Papouasie Nouvelle Guinée, les jeunes sont le plus souvent pauvres, vivent dans des bidonvilles, sont des migrants venus d'autres régions, qui vivent dans les rues, en conflit avec la loi, ou vivent avec un handicap, le VIH ou la tuberculose, servent de travailleurs sexuels et subissent des niveaux élevés de violence sexuelle.

En outre, les disparités liées au sexe sont omniprésentes dans tous les secteurs de l'économie, et les femmes souffrent d'un accès plus difficile à l'éducation, à la santé et aux opportunités économiques. Elles sont également confrontées à d'autres obstacles culturels et informels qui induisent un manque d'argent et d'inclusion sur le marché du travail. La Papouasie Nouvelle Guinée était en 2020 127^{ème} sur 153 pays dans l'Indice mondial des inégalités entre hommes et femmes.

Résumé de l'intervention

Le gouvernement et ses partenaires internationaux ont pris conscience de la nécessité de mettre en place des politiques pour les femmes et les jeunes vivant dans les villes du pays, et ont mis en œuvre le projet de développement de la jeunesse urbaine (Urban Youth Development Project) en 2010; en 2020, cet engagement en faveur de la jeunesse urbaine a été renouvelé avec le Projet II de développement de la jeunesse urbaine, amélioré et doté d'un nouveau plan, qui se concentre sur les priorités suivantes:

1. Renforcer la réponse du gouvernement dans le secteur public à moyen terme pour remédier aux défis immédiats et aux facteurs de risque liés à la pauvreté des jeunes, à leur marginalisation, au chômage et à la violence liée au sexe, jusqu'à ce que des investissements de plus long terme et la croissance commencent à induire des résultats plus visibles.
2. Contribuer à la création d'emplois en apportant des ressources pour l'embauche de jeunes dans des secteurs prioritaires pour le développement économique et social.
3. Servir de modèle à d'autres villes et aux zones rurales pour qu'elles puissent reproduire les mesures en les adaptant pour créer leurs propres modèles.
4. Faciliter la recherche critique et le développement pour améliorer les politiques de développement.

Afin de faciliter les progrès dans les priorités susmentionnées, le budget total du programme comprend 4 éléments (tableau 8).

La deuxième version du programme a été adoptée en mars 2020 et comporte des changements et des améliorations considérées comme nécessaires après l'évaluation de la phase précédente. On trouve parmi ces changements:

- (i) le renforcement de l'importance des compétences personnelles en intégrant ces dernières dans les stages dans des travaux publics;
- (ii) l'autorisation de travaux intensifs en capitaux et en compétences;
- (iii) le développement de connaissances spécialisées/techniques;
- (iv) une plus grande inclusion des femmes et des jeunes handicapés;
- (v) l'adoption d'une approche axée sur le mérite vis-à-vis des formations ;
- (vi) l'introduction de trajectoires permettant aux jeunes d'obtenir des diplômes grâce aux services d'orientation, y compris pour l'emploi indépendant dans l'économie informelle.

L'égalité entre les hommes et les femmes sera l'un des objectifs de ce programme ainsi que l'inclusion des jeunes autochtones qui sont les plus vulnérables dans le pays. 10 à 15% de participants sont censés appartenir au peuple indigène Motu Koitabu, et 50% doivent être des femmes. Afin d'améliorer la participation de ces dernières, le programme comprend également des bourses plus élevées pour les femmes avec des enfants, afin de couvrir certains des frais liés aux enfants.

► Tableau 8

Composantes	Budget en millions de dollars	% du budget total	Description
Emplois du service pour l'emploi des jeunes	18,3	52%	Cette composante sensibilisera au projet les communautés cibles, mobilisera les jeunes éligibles, leur donnera des compétences de base et une formation pour les préparer à l'emploi, et leur donnera des emplois dans des travaux publics.
Formation des compétences	8,9	25%	Cette composante apportera des programmes de formation axés sur le marché pour améliorer les compétences techniques nécessaires sur les lieux de travail. Cette formation consiste en trois mois de stage avec une formation professionnelle séparée.
Services d'orientation, et de suivi et d'évaluation	3,2	9%	Cette composante s'appuiera sur les systèmes et les processus de sélection et d'orientation des jeunes développés dans les projets précédents, et fournira des données et des analyses permettant de faciliter les opérations du projet et d'orienter l'élaboration des politiques.
Gestion du projet	4,6	13%	Cette composante financera les opérations d'aide à la gestion, avec une supervision des garanties, des communications et des médias, une assistance technique à court terme, une formation, la gestion des réclamations, la gestion financière, les achats, et la gestion du projet et du personnel de soutien, les frais et les coûts marginaux d'exploitation.

Contrôle et mise en œuvre

Un comité directeur supervise le programme de façon générale. C'est lui qui a la responsabilité de donner des orientations stratégiques sur les performances et la gouvernance, mais ses fonctions comprennent également la facilitation de discussions politiques et la coordination entre toutes les agences impliquées. Parmi ces agences figurent: les ministères du secteur public: le ministère du trésor, le ministère de la planification nationale et du suivi, le ministère des affaires provinciales et locales au niveau du gouvernement (co-président), l'administration nationale chargée du développement de la jeunesse (co-présidente), le ministère du travail et des relations professionnelles, des représentants du secteur privé et des organisations de coordination de la société civile, y compris des organisations de défenses de l'égalité entre les hommes et les femmes. Cette deuxième version du programme est conçue pour remédier aux risques de violences sexistes en intégrant des services spécialisés provenant d'organismes externes déjà présents en Papouasie Nouvelle Guinée. Plus précisément, une formation de sensibilisation à la violence sexiste sera donnée à tout le personnel participant au projet, y compris aux employeurs, aux formateurs et aux entrepreneurs. De plus, cette nouvelle version du programme identifie explicitement un nouveau processus de traitement des cas de violence sexiste afin de faciliter l'intégration sur le marché du travail.

Sur le terrain, le projet sera mis en œuvre par deux organismes, la Commission nationale du district de la capitale et les autorités de Lae City. Ce sont les deux principales autorités qui gouvernent les deux plus grandes villes de Papouasie Nouvelle Guinée où sera mis en œuvre le programme.

De plus, un suivi détaillé et un calendrier d'évaluation est mis en place pour évaluer les performances en temps réel et ajuster les éléments du projet.

Caractéristiques des emplois

Lorsque les jeunes auront pris connaissance de l'existence de ce programme grâce à des campagnes de communication et de sensibilisation, les jeunes des zones où le programme est mis en œuvre peuvent se porter candidats pour y participer. Il y aura ensuite un processus de sélection et les candidats sélectionnés devront suivre les dix jours de formation sur les compétences de base obligatoires. Au cours de cette période, les participants reçoivent des formations de base en lecture et en calcul, sur la diversité sociale, l'égalité entre les femmes et les hommes, la sensibilisation à la violence basée sur le genre et sa prévention, la santé personnelle, l'hygiène et la nutrition, la sécurité et la santé sur le lieu de travail, des compétences de base en matière de finance et de budget pour les entreprises, de banques et d'épargne, les comportement et la communication sur les lieux de travail, ainsi que les relations au travail, et la préparation de documents simples pour le travail. Dans cette nouvelle version du programme, une attention spéciale a

été mise sur le fait qu'après avoir suivi cette formation de base, tous les participants qui l'ont terminée avec succès recevront un certificat.

Après cette formation de base, les jeunes sont répartis dans les travaux publics et les services publics en fonction des décisions de l'autorité de mise en œuvre qui crée chaque année des plans de mise en œuvre. Les stages ont une durée de 30 jours et se déroulent dans les services de gestion des déchets, et les investissements dans les infrastructures publiques. Ces dernières seront réalisées par des entreprises sous-traitantes engagées dans le cadre du projet. Les entreprises locales de construction sont encouragées à soumissionner pour des contrats de travaux civils locaux à durée déterminée dans lesquels est incluse la gestion des jeunes participants à ce projet. Tous les contrats seront gérés par les ingénieurs du ministère des travaux publics avec l'aide de superviseurs des travaux. Voici quelques exemples de travaux réalisés dans le cadre de ces contrats:

- La construction de passages pour piétons et de trottoirs, de marches, d'allées et de parcs de stationnement
- La construction d'abris pour les transports/les loisirs et les marchés
- L'amélioration du paysage des espaces publics de loisirs
- L'entretien et la réparation des routes et des systèmes de drainage
- L'entretien des écoles et d'autres bâtiments
- La gestion des déchets

Les participants sont employés 5 jours par semaine 7 heures par jour et reçoivent un salaire horaire de 3,5 Kinas (1 dollar), soit l'équivalent du salaire minimum. Ce salaire est plus élevé pour les jeunes handicapés et les mères de famille. Les participants reçoivent également de la nourriture et tous les équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires pour réaliser le travail en sécurité. Des conseillers sont à leur disposition pour donner des conseils aux stagiaires qui le demandent.

Après avoir terminé leur stage de 30 jours dans des travaux publics, les participants peuvent continuer avec un stage de trois mois auprès d'un employeur local du secteur privé ou recevoir une formation professionnelle auprès d'un fournisseur de formation accrédité dans l'industrie.

Impact

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, le projet II d'emploi des jeunes urbains a tiré les leçons de la mise en œuvre du premier projet de la décennie précédente. Les réalisations et les résultats obtenus par le projet antérieur donnent une bonne idée ou au moins des objectifs minimaux par rapport à ceux que le nouveau projet amélioré souhaite atteindre. L'évaluation d'impact effectuée en 2017 au moyen d'une enquête auprès

des employeurs et d'une enquête de suivi donne une idée de l'impact attendu pour cette nouvelle version du projet.

L'étude de suivi a été réalisée auprès d'un échantillon de jeunes dans certains quartiers de la capitale Port Moresby durant une période de 6 mois à 2 ans après leur participation au projet UYEP1. L'étude a montré que 41,2% des jeunes qui avaient été placés dans le secteur privé étaient employés à temps plein ou à temps partiel à l'époque du questionnaire, alors que ce chiffre n'était que de 13,6% pour le groupe de contrôle qui n'avait pas participé au programme. On peut établir un lien direct entre ce taux élevé pour les participants au programme UYEP 1 et le fait que les deux tiers des stagiaires qui avaient été placés dans le secteur privé avaient reçu des offres d'emploi après leur période de travail de trois mois. Au total, 21% de tous les jeunes participants au module d'emploi avaient un emploi après la fin du programme. Les secteurs les plus fréquents dans lesquels ils étaient employés étaient les suivants: employé de bureau ou le travail administratif, les travaux généraux et l'entretien, l'hôtellerie, la restauration, et les services de vente au détail. 7% dans anciens participants qui n'avaient pas d'emploi formel à l'époque où l'enquête a été réalisée faisaient des études et 48% d'autres anciens stagiaires exprimaient leur intérêt pour poursuivre leurs études. Plus de jeunes avaient pris des initiatives pour chercher un emploi, et 18% d'entre eux recherchaient activement un emploi, à comparer aux 14% qui le faisaient avant le programme; les embauches dans le secteur informel étaient également plus élevées (46% alors que ce chiffre était initialement de 34%). Finalement, les résultats de l'étude suggèrent que la première intervention a réussi à faciliter l'entrée sur le marché du travail notamment pour ceux qui ont choisi de travailler dans le secteur privé, alors que l'on disait que le secteur privé n'avait aucune volonté d'embaucher des jeunes avec un faible niveau d'études/d'expérience et de compétences.

L'évaluation de l'impact a comparé les participants de l'ancien programme à un groupe de contrôle. Il a été constaté que les participants de ce programme avaient 65% de probabilité de moins que les personnes du groupe de contrôle de s'adonner à des comportements agressifs, à provoquer des dommages aux propriétés pour le plaisir, et à rester tard dehors la nuit; ce qui atteste des importantes externalités positives de ce programme pour la société.

L'enquête auprès des employeurs a montré que 97% des participants du projet étaient perçus comme «aptes à un emploi à plein temps» par les employeurs qui proposaient des stages dans le secteur privé. De plus, 78% d'entre eux indiquaient que les jeunes avaient acquis des compétences techniques durant leur stage de 3 mois alors que la principale raison de 62% des employeurs pour participer à ce programme était «d'apporter une contribution à la communauté».

Enfin, une étude sur le genre et le travail dans le cadre du programme UYEP 1 publiée en 2018 a confirmé que les femmes montraient une plus grande propension à aller au bout du programme, ce qui montre l'engagement réussi des femmes (c'était l'un des principaux objectifs du programme) tout en indiquant qu'elles étaient confrontées à d'importants défis durant leur participation.

On espère que chaque dollar dépensé pour le projet produira un bénéfice de 1,15 dollars. La principale raison pour laquelle les bénéfices quantifiables du programme UYEP II dépasseront largement les coûts, est qu'on estime que l'impact sur l'emploi après le programme sera important. Des évaluations rigoureuses de l'impact de la première phase du programme ont montré que c'était le cas, car près de la moitié des jeunes avaient terminé le stage initial, et un quart environ avait terminé la formation professionnelle, ce qui leur permettait d'avoir un emploi rémunérateur à la sortie du programme.

Les échos du terrain

► «Je n'avais que le diplôme du brevet (10 années de scolarité) et je ne pouvais pas avoir un travail décent pour vivre. Ça a eu des répercussions sur ma santé. Je faisais souvent des crises d'angoisse. Je garde encore sur moi ma carte de participante au Projet d'emploi pour les jeunes urbains. Ce programme m'a redonné vie. Une fois que j'y ai été admise, je me suis donnée à fond, et on ne m'a pas laissé tomber.»

► [Une participante au projet d'emploi des jeunes urbains] Kandiye (24 ans) / Jeunes sans emploi / Port Moresby, Papouasie Nouvelle Guinée

Liens

<https://projects.worldbank.org/fr/projects-operations/project-detail/P166420>

https://ideas.repec.org/a/spr/izamig/v7y2017i1d10.1186_s40176-017-0101-7.html

► **Initiatives publiques en faveur de l'emploi et crise du COVID-19**

Un résumé des programmes publics d'emplois, de relance des infrastructures et des études de cas de programmes de travaux publics

Coordonnées

Programme d'investissement à haute intensité de main d'œuvre
Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4
CH-1211 Genève 22
Suisse

T: +41 22 799 7239
E: eiip@ilo.org